

Entreprises, vous avez besoin d'employé(e)s permanent(e)s et temporaires - CONTACTEZ
 PLACEMENT DE PERSONNEL
MARIE-ANDRÉE LAFORCE
 (418) 682-4194

LE SOLEIL

QUAD
 La haute fidélité
rotac
 Microcentres Inc.
 2873, chemin Saint-Foy
 653-7768

JEUDI 11 JUIN 1992

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 163
 56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 4.04 TVG 0.30

MONTRÉAL-OTTAWA 60¢ Plus TPS TVG

50¢ Plus TPS TVG

LE SPORT

Le Tigre se retire de la course à contrecœur

Michel Bergeron n'est plus candidat à la succession de Pat Burns. En raison de son état de santé, les médecins du Canadien n'ont pas été en mesure d'approuver sa nomination comme entraîneur de l'équipe. Son retrait de la course laisse ainsi la voie libre à Jacques Demers. **S-2**



QUÉBEC

Une St-Jean familiale et beaucoup plus sécuritaire

Pour éviter la répétition des malheureux événements des dernières années, la sécurité sera resserrée au spectacle de la Saint-Jean sur les plaines d'Abraham. **A-3**

LE CANADA

Clark fait une dernière offre à laquelle Bouchard ne croit pas

Joe Clark a obtenu un sursis de 24 heures en mettant sur la table une offre de dernière minute sur la réforme du Sénat. Mais Benoît Bouchard n'y croit pas. **A-4**

LA RÉGION

Un Saguenéen au coeur de la gigantesque tentative de fraude

La police soupçonne un homme d'affaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean d'avoir joué un rôle prépondérant dans la tentative de fraude contre le Nigeria. **A-10**

Côté: la constitution n'a rien à voir avec les Jeux

Selon Marc-Yvan Côté, qui appuie la candidature québécoise pour les Jeux d'hiver, ce n'est pas le contexte constitutionnel qui est en jeu dans ce dossier. **A-5**

LE QUÉBEC

Ryan dit que les plaintes contre la SDI seront vérifiées

La Sûreté du Québec passera au crible les allégations d'un employé de la Société de développement industriel du Québec incriminant trois entreprises de Québec. **A-7**

L'INDEX

GÉNÉRAL	
Annonces classées	C-5 à C-10
Arts	C-2 à C-4
Bridge	C-11
Décès	C-10 et C-11
Économie	B-1 à B-5
Éditorial	A-14
Horoscope	C-10
Idées du jour	A-15
Informations générales	A-3 à A-10
Le monde	A-11 à A-13 et C-1
Où aller à Québec	C-4
Pierre Champagne	B-9
Québec et l'Est	B-6 à B-10

TABLOÏD	
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-14
Sport	S-1 à S-13

LA MÉTÉO

Ensoleillé, maximum 23 et minimum 12. Demain, du soleil, quelques nuages, maximum 25 et minimum 16. **S-16**

Pour assurer la sécurité de l'aéroport

Nos soldats à Sarajevo

DARUVAR, Croatie — Tout indique que c'est le gros des forces canadiennes dépêchées en Croatie pour prêter main-forte au contingent international de casques bleus qui prendra le premier la route de Sarajevo.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Barbara McDougall, a fait savoir hier à Ottawa que le Canada dépêchera à Sarajevo 800 casques bleus quand les conditions le permettront.

Tout dépendra du succès de la mission d'une soixantaine d'observateurs onusiens déjà dans la capitale bosnienne afin tenter d'arracher aux Serbes un cessez-le-feu suffisamment durable pour permettre la réouverture de l'aéroport de Sarajevo et ainsi assurer l'acheminement d'aide humanitaire.

Roger BELLEFEUILLE
 à Zagreb
 envoyé spécial



Nations unies, qui a demandé l'envoi de casques bleus pour assurer la sécurité de l'aéroport de Sarajevo, la capitale de Bosnie-Herzégovine assiégée, afin d'envoyer de la nourriture et d'autre matériel aux 300 000 civils qui s'y trouvent.

Les soldats canadiens pourraient aussi garder les convois qui circuleront dans la ville pour livrer l'aide humanitaire. Tout congé de 72 heures aux

soldats canadiens à Zagreb a été mis sur la glace. Depuis dimanche, plus aucun permissionnaire n'est aperçu à l'hôtel Inter-Continental, le lieu habituel d'hébergement.

Le premier bataillon du 22^e régiment, ainsi que le corps de génie du Royal Canadian Regiment (RCR) qui étaient stationnés à Lhar, en Allemagne avant cette nouvelle mission de paix, auraient été choisis pour prendre la direction de Sarajevo en premier à cause de tout leur matériel de transport routier déjà sur place en Croatie.

Toujours selon les mêmes sources, c'est équipé de toutes leurs armes de combat ainsi qu'avec des munitions et des rations « dures » pour un séjour de quatre à six semaines que les

Suite A-2, Sarajevo...

Manifestation contre les États-Unis



Des manifestants partis de l'édifice du Forum Global ont défilé dans les rues de Rio, scandant des slogans anti-américains et arborant des pancartes dénonçant George Bush.

Par dizaines de milliers, les Cariocas hurlent leur colère

RIO DE JANEIRO — Vingt-quatre heures avant d'atterrir à Rio, le président américain George Bush a été la cible d'une première grande manifestation populaire.

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de la ville qui accueille le Sommet de la Terre en scandant des slogans souvent hostiles au gouvernement des États-Unis.

Un premier cortège d'environ 10 000 personnes, composé de Brésiliens et d'étran-

gers appartenant à des ONG (organisations non gouvernementales) a quitté vers 16 h le parc Flamengo, hôte du Forum Global.

La trainée multicolore et bruyante s'est répandue à travers la ville, coupant les avenues, provoquant des embouteillages, défiant les klaxons. Une demi-heure plus tard, elle

Michel CORBEIL
 à RIO
 envoyé spécial



s'arrêtait devant le Consulat des États-Unis. « Fora Bush! » (Va-t-en Bush!) a repris en chœur la foule.

« Nous sommes venus pour manifester notre désaccord avec ce qui se passe à Rio

Centro (où les délégués se rencontrent pour la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement) a harangué un manifestant du haut d'une camionnette. Et tout ça c'est la faute que quelqu'un qui s'appelle George Bush. C'est la manifestation des peuples opprimés contre les États-Unis qui dévastent tout. »

Suite A-2, Cariocas...

Autres textes en page C-1



Le « Super Soaker » peut projeter un jet d'eau à plus de 20 mètres.

Le super fusil à eau, un jouet en voie de devenir dangereux

OTTAWA (PC) — Un nouveau jouet qui fait l'envie de tous les enfants ce printemps a été utilisé pour commettre un crime.

Le « Super Soaker », un fusil à eau qui peut lancer un jet d'eau jusqu'à une distance de 20 mètres, se vend comme des petits pains chauds. À la une d'un dépliant publicitaire d'un magasin

de jouets, on qualifie le Super Soaker de fusil à eau pour amateurs sérieux.

Mais un homme de Nepean, en banlieue d'Ottawa, a pris ce jouet un peu trop au sérieux...

John Consentino, 18 ans, a rempli le réservoir de son Super

Soaker d'un mélange d'eau de javel et d'eau du robinet. Circulant en automobile sur le Marché By, à Ottawa, Consentino aurait tiré en direction d'un piéton.

Un homme de 37 ans a été atteint au visage par le liquide et a subi de sérieuses brûlures.

Suite A-2, Fusil...

À PARTIR DE

7.25%

Informez-vous

PRÊT HYPOTHÉCAIRE

Notre meilleur taux...
c'est notre cadeau!

TRUST PRÊT ET REVENU

Région de Québec

Place d'Youville — 692-1221
 Carrefour Charlesbourg — 624-1221
 Galeries de la Capitale — 626-1221
 Place de la Cité — 652-1221
 Chicoutimi — 543-1221

Transférez votre prêt et obtenez un financement "Partie fixe - Partie variable" **SANS FRAIS**

Suites de la première page

Sarajevo...

militaires canadiens quitteraient Daruvar. Ils devront aussi se contenter de matelas pneumatiques une fois rendus sur place. Environ 1040 hommes du premier bataillon seraient de la partie, le reste demeurant à l'arrière pour veiller entre autres tâches sur les installations et autres équipements laissés sur place.

Mais ce « stand-by » ne semble pas, du moins visiblement, affecter le moral des troupes. « Dans l'armée, il n'y a jamais rien de coulé dans le béton », fut le commentaire le plus souvent attendu.

La deuxième phase de l'opération qui pour les Canadiens porte le nom d'Harmonie, sera plus délicate. Selon une entente déjà intervenue entre les deux camps et supervisée par le contingent de l'ONU, Croates et Serbes ont accepté un désarmement de leurs troupes sur le territoire, sous contrôle des casques bleus dans ce coin de la Croatie.

La tâche la plus délicate, selon le major Matern sera d'amener « Oustachis » et « Tchetsniks », respectivement miliciens croates et serbes à déposer leurs armes de bonne grâce. Cette étape aurait déjà dû être engagée, n'eut été pour diverses raisons de logistique, du retard accusé par les contingent jordaniens et népalais à arriver sur place.

Une absence compensée entre-temps par le contingent canadien qui a dû redoubler d'effort et travailler jusqu'à 18 heures par jour pour aussi installer leurs propres postes de contrôles et campement.

Par exemple, à Daruvar même, les gars du 22e occuperont trois postes de contrôle, soit les trois accès routiers à cette ville de 15 000 habitants qui commence à reprendre vie depuis l'arrivée des casques bleus canadiens. Rien ne semble encore clair cependant quant aux modalités de vérification des véhicules et si ceux-ci seront effectivement fouillés pour savoir s'ils transportent des armes. Serbes et Croates peuvent être tout aussi malin à ce jeu que les « valeureux » warriors Mohawks.

Les ordres et les contre-ordres sont une réalité quotidienne. Les forces canadiennes partagent en Slavonie ouest (bien Slavonie) un large secteur avec les contingents argentins, jordaniens et népalais.

Une première tâche, explique le major Mario Albert, originaire de Dolbeau, commandant-adjoint du « groupe de bataille » formé du 1er bataillon du 22e et du corps de génie fut au cours des deux derniers mois de s'installer, de prendre position. Ce qui a impliqué d'abord une reconnaissance des lieux et une forme de négociation pour permettre un va-et-vient sécuritaire entre les retranchements croates et serbes.

Une mission délicate qui incombait avec l'arrivée du plus gros des effectifs au Major Nicolas Matern, qui en dépit de son nom alsacien, est originaire de Montréal.

Celui-ci signale que chaque ethnie, des deux côtés d'une ligne de cessez-le-feu, ont des effectifs d'environ 30 000 hommes soit l'équivalent de trois divisions. « Il était impérieux pour la crédibilité du drapeau onusien, que les membres du contingent puissent être visibles dans les deux camps ». D'où une certaine trêve...quotidienne. Ainsi deux voies

d'accès ont été acceptées, dont l'un, non loin de la ville de Pakrac, une agglomération d'environ 20 000 habitants dont la quasi totalité des habitations ont été soufflées par des charges explosives plantées par les Serbes. Un millier de citoyens de tous âges se terrent encore dans les ruines.

Bizarrement, des échafaudages sont restés accrochés au clocher de l'église dont la rénovation avait été commencée il y a quelques mois. Tous les jours, un bambin d'environ six ans, sans doute sonné par tout ce carnage qu'il a vécu se poste sur le trottoir en face d'une rare maison encore debout et fait un signe de victoire dès qu'apparaît un véhicule blanc de l'ONU.

Cariocas...

Le cortège a repris sa marche vers la place Cinelandia, sous une pluie de papier que lançaient en guise d'appui les habitants des appartements situés en face du consulat.

La couleur brésilienne

Ce sont des dizaines de milliers de « Cariocas » — les natifs de Rio — qui ont bientôt débouché de l'avenue Rio Branco sur la Grande Place, répondant à l'appel des syndicats, dont la Centrale unique des travailleurs.

Airs de samba de rigueur, la démonstration a véritablement pris ses couleurs brésiennes. Ce qui vaut pour les mots d'ordre.

« Sauvez les espèces : les travailleurs sont menacés d'extinction », clamait une banderole. Un groupe d'enfants de la rue revendiquait « le droit d'être humain ».

C'est le vrai Eco (le surnom donné ici à la conférence) du Brésil, s'époumonait un autre leader. La misère, la pauvreté, elles ne sont pas montrées aux autres pays. C'est l'Eco du droit à la vie.

« Eh ! reprenait-il, ils nous ont oubliés, les Brésiliens. Moi, je ne sais pas lire ou écrire, mais je sais ce qui me manque. C'est le droit de vivre, d'habiter quelque part et d'être en santé. Fora Bush ! »

Biologiste, Eriva Garcia, dont la peau de cuivre trouve son origine chez les Indiens de l'Amazonie, s'est amenée à la manifestation pour représenter un groupe mais aussi une conviction. « L'environnement, ce n'est pas seulement la Nature, mais l'Homme. »

L'anti-américanisme semble à son plus fort ici alors que la conscience écologique s'éveille.

« Auparavant, la couche d'ozone on ne savait pas pourquoi on nous impliquait dans tout cela, explique Luciana Nobrega, qui a marché dans la foule compacte avec ses convictions politiques. Oui, nous sommes en train d'abimer l'Amazonie. Mais les choses beaucoup plus graves, ce n'est pas de notre faute. »

Pour le gaz carbonique, par exemple, les États-Unis sont responsables de 25 % des rejets de gaz à effet de serre.

Tout cela promet pour le séjour du président Bush à qui on attribue presque la fermeture des rues pour assurer la sécurité des chefs d'État.

« Que voulez-vous, laissait tomber en riant le chauffeur de taxi en voyant un hélicoptère faire un passage en basse altitude au-dessus de la route. Demain, arrive le propriétaire de la planète, celui qui donne les ordres. »

Convoi...

Par ailleurs, la pression de l'opinion publique en faveur du départ du président serbe, Slobodan Milosevic, s'est encore accrue hier à Belgrade tandis que les combats se sont poursuivis sur les fronts de Bosnie-Herzégovine.

Dix jours après l'entrée en vigueur de l'embargo total décidé par le conseil de sécurité de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, les mouvements d'opposition et des couches de plus en plus larges de l'opinion publique accentuent la pression sur le régime du président Milosevic.

À Belgrade, plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté à midi devant la faculté de droit pour réclamer son départ, la dissolution du gouvernement et du parlement serbe, la formation d'un gouvernement de salut national et la convocation de nouvelles élections. Si ces revendications ne sont pas satisfaites, les universités de Belgrade commenceront lundi une grève générale, ont averti les étudiants.

Fusil...

Consentino devra répondre à des accusations de voies de fait et de méfait. S'il est trouvé coupable, il pourrait être incarcéré pour une période de sept ans.

« Ce fusil à eau n'est pas dangereux s'il est utilisé d'une façon responsable », d'expliquer l'inspecteur Karl Erle, porte-parole de la police d'Ottawa. « Toutefois, si des gens veulent s'en servir comme arme criminelle, il devront en payer le prix. Les agents de notre force policière ne toléreront pas de tels incidents », a-t-il averti.

Le Super Soaker est vendu dans la plupart des magasins à rayons. Son prix se situe entre 17 \$ et 30 \$, selon le modèle.

Cependant, les parents qui voudront en faire cadeau à leurs enfants devront s'armer de patience parce que la demande pour ce jouet est tellement grande que la plupart des magasins ont épuisé leur stock.

Il est également conseillé de lire les instructions attentivement. Il est écrit en toutes lettres : « N'utiliser que de l'eau claire et propre ».

6/49
3-19-29-31-34-42
(complémentaire)
14
EXTRA
081968

LA QUOTIDIENNE
tirage du 10-06-92
4-4-7
5-4-2-2

LE SOLEIL

390, rue St-Vallier Est
Québec (Québec) G1K7J6

Service aux abonnés	647-3333	Publicité Générale	647-3266
Annonces classées	647-3311	Rédaction	647-3394
Carrières et Professions	647-3270	Promotion	647-3342
Publicité Détaillants	647-3435	Renseignements	647-3233

CONTEMPORAINE CONTEMPORAINE

COLLECTION MAILLE FINE EXCLUSIVE

LE PULL
TRICOT CÔTELÉ
34.95

fin tricot côtelé pur coton pour la contemporaine, dans un pull exclusif, manches courtes, encolure ronde boutonnée. blanc, noir, violet, rose éclatant. p.m.g. rég. 45.00

PLUS DE 16 COLORIS AU CHOIX

LE TEE-SHIRT
JERSEY DE COTON
15.99

celui que l'on porte avec tout cet été, l'indispensable tee-shirt pur coton de qualité, longueur tunique à porter ceinturé ou non, versatile dans une palette de plus de 16 coloris. p.m.g.tg.



PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

la maison

simons



Irène BELLEAU

Une St-Jean familiale et sécuritaire

Le spectacle de la Saint-Jean sur les plaines d'Abraham, auquel s'intégrera un feu de joie allumé à l'intérieur d'un périmètre de sécurité, et qui se terminera par un feu d'artifice, a été conçu pour faire chanter et danser les Québécois et Québécoises le soir du 23 juin.

par LOUIS TANGUAY
LE SOLEIL

La présidente du Mouvement national des Québécois de la Capitale, chargé de coordonner les festivités dans la région, Mme Irène Belleau, a affirmé hier au cours d'une conférence de presse que les remarques de la coroner Anne-Marie David, à la suite du drame qui avait eu lieu lors du feu de l'an dernier, ont incité les organisateurs à donner un sérieux coup de barre à l'événement.

L'orientation familiale et populaire de la fête se révélera notamment dans le fait qu'une grande partie des plaines d'Abraham sera clôturée avec accès contrôlé aux entrées pour faire respecter l'interdiction d'apporter sur place des bouteilles et canettes.

Les spectateurs pourront par ailleurs se procurer boissons (dans des verres de plastique) et souvenirs dans deux points de service aménagés de part et d'autre de la grande scène qui tournera le dos au manège militaire.

Sur cette dernière, on célébrera la chanson, la musique, la poésie, la parole et la voix d'ici avec, pour illustrer le thème « Des gens qui font l'histoire », des personnages comme Jacques Proulx, Simonne Monet-Chartrand, Gaston Miron, Raymond Lévesque, Diane Lavallée, Michel Chartrand; des voix comme Guy Bélanger, Michelle Fontaine, Sonia Racine, le Choeur lyrique d'Aubigny; et des auteurs-compositeurs comme Claude Gauthier, Pierre Létourneau, Priscilla, Michel Robidoux et Louise Poirier. Et pour la danse, le groupe Manigance animera le milieu du spectacle pendant le feu de joie.

On a fait le pari que les gens voudront fêter en chantant et en dansant, a précisé M. Simon Guay, qui a conçu ce spectacle « participatif ».

Le budget de 130 000 \$ de « l'événement de la Capitale » comprend les frais de sécurité, par exemple, pour entourer la zone autour du feu avec des clôtures ancrées dans le sol et un corridor d'accès réservé aux véhicules d'urgence.

Ailleurs dans la région
Pour l'ensemble des municipalités de la région Québec-Chaudière-Appalaches, Mme Belleau a noté que 77 projets locaux ont été approuvés cette année comparativement à 99 l'an dernier, mais elle attribue cette baisse au fait que le 24 juin soit un mercredi. Les promoteurs se partageront une enveloppe de 109 327 \$.

Une loterie appelée « Bonne fête Québec », sous forme de « gratteux », en vente dans les Proviso et Provi-Soir, servira au financement des manifestations dans l'ensemble du Québec et notamment de « l'Événement de la Capitale » et du défilé du 24 juin à Montréal.

Concernant l'idée d'intégrer à ce défilé un tableau dans lequel on entendra les hymnes nationaux de Grande-Bretagne et des États-Unis, la présidente du MNQ de la Capitale a rappelé que, dans une thématique historique, on ne peut pas nier la période du régime anglais.

La plus belle prise va au Canada

□ St-Pierre et Miquelon obtiennent 2500 milles marins carrés au lieu de 13 700

NEW YORK (PC) — Un tribunal international a octroyé, hier, aux îles Saint-Pierre et Miquelon, une zone économique exclusive que le Canada et la France ont aussitôt qualifiée de « bizarre ».

Les deux pays ont cependant indiqué qu'ils se plieraient à cette décision, et qu'ils entreprendraient d'ici quelques semaines des négociations sur les quotas de pêche afin de mettre le point final à une dispute qui dure depuis des années.

Le Canada voulait limiter la zone économique des îles Saint-Pierre et Miquelon à 12 milles marins au large de ses côtes. La France voulait que cette zone s'étende plutôt sur 200 milles marins, vers le sud et l'est de l'archipel, afin d'avoir un accès appréciable aux Grands Bancs de Terre-Neuve.

Le tribunal international, présidé par le juge Eduardo Jimenez de Arechaga, d'Uruguay, a plutôt attribué hier aux îles françaises une zone de 24 milles marins à l'ouest, une zone de 12 milles marins à l'est, et un long corridor de 200 milles marins vers le sud, mais large de seulement 10,5 milles.

À Ottawa, hier, l'humeur était plutôt à la jubilation. La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Barbara McDougall, a affirmé qu'il s'agissait d'un jour heureux pour le Canada, alors que la ministre de la Justice, Kim Campbell, a déclaré que la décision prouvait que le système juridique international fonctionnait bien.

De son côté, le ministre des Pêches et Océans, John Crosbie, a fait remarquer que la France n'avait obtenu qu'une minime partie de ce qu'elle cherchait à obtenir, soit 2500 milles marins carrés, au lieu de 13700. Le ministre a ajouté qu'une partie de la zone accordée n'était pas riche en poissons.

M. Crosbie a également fait valoir que la décision du tribunal donnait au Canada le contrôle de la gestion des ressources en poisson de fond dans un secteur important de la région. La décision d'hier ne s'appliquera que dans 45 jours, pour laisser le temps aux personnes concernées de s'adapter à la nouvelle délimitation.

Le gouvernement canadien évaluera également les conséquences de cette décision sur les intérêts pétroliers et gaziers au Canada. Les deux pays avaient résolu en 1967 d'interdire tout forage dans la zone en litige.

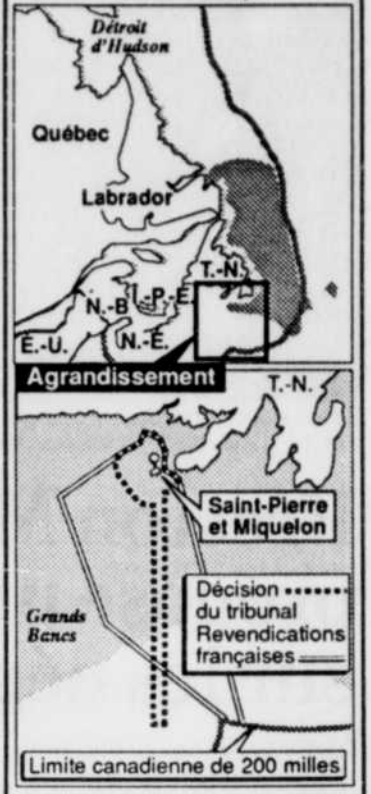
Hier, François Mathys, représentant du Canada, a déclaré qu'il ne s'attendait pas à du mouvement dans ce secteur prochainement, compte tenu de l'état de l'industrie pétrolière et gazière mondiale. Il a toutefois ajouté que s'il devait y avoir exploitation de ces ressources, la forme de la zone française rendrait certainement les choses un peu difficiles.



Même si le Canada n'a pas obtenu tout ce qu'il voulait, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall (à droite) et la ministre de la Justice Kim Campbell ont exprimé leur satisfaction devant le jugement rendu par le tribunal international.

Règlement du conflit

Un tribunal international a accordé au Canada le contrôle sur une grande partie des eaux qu'il revendiquait depuis des années dans un différend frontalier à propos des eaux de Saint-Pierre et Miquelon.



PC / Le Soleil

«Une délimitation ridicule et stupide»

NEW YORK (PC) — La décision du tribunal international a été très mal accueillie, hier, à Saint-Pierre et Miquelon. « Je considère que c'est un arbitrage injuste », a déclaré Marc Plantagenest, président du Conseil général des îles. Je trouve cette délimitation un peu ridicule et stupide, et je ne pense pas qu'elle soit de nature à améliorer à moyen et à long terme les relations entre la France et le Canada. »

Il a soutenu que cette décision n'avait pas tenu compte des intérêts économiques, du poids de l'histoire, des traditions de pêche et de la culture des habitants de Saint-Pierre et Miquelon.

La survie de l'industrie de la pêche de l'archipel ne dépend pas seulement de la délimitation des zones économiques, mais aussi des quotas, a-t-il ajouté. Maintenant que la première question est réglée, les négociations sur la deuxième devraient débiter d'ici trois semaines, a-t-il déclaré.

L'accord actuel entre le Canada et la France sur les quotas prendra fin le 30 septembre prochain.

M. François Mathys, représentant canadien, a fait remarquer que deux des cinq juges

qui avaient pris part à la décision, le juge canadien Allan Gotlieb et le juge français Prosper Weil, avaient exprimé leur dissidence.

Il a reconnu qu'il était pour le moins surprenant de voir que les juges des deux pays concernés étaient dissidents, même si c'était certainement pour des raisons opposées. « Les trois juges qui ont décidé de cette affaire n'étaient ni Canadiens, ni Français », a-t-il déclaré. Il s'agissait du juge en chef, d'un juge américain et d'un juge italien.

Mordu à la tête, David s'en tire avec une petite cicatrice

SAINT-ÉMILE — La journée de Mme Sylvie De Varennes a très mal commencé hier matin. Alors que sa fille Cindy quittait pour l'école, son petit garçon de trois ans, David, était sorti pour envoyer la main à sa grande soeur. Quelques instants plus tard, les cris de l'enfant et les aboiements de son propre chien signalaient à Mme De Varennes que quelque chose d'anormal se produisait sur le terrain voisin.

par FRANÇOIS RATTÉ
LE SOLEIL

Mi-vêtue, Mme De Varennes a immédiatement sorti de la maison pour constater que le chien de garde du commerce voisin, un barbet aïredale attaché à une niche, venait de mordre son petit David à la tête. Elle s'est précipitée vers le chien qui l'a mordu au bras droit à son tour. C'est finalement le propre berger-allemand de Mme De Varennes qui a fait lâcher prise au chien du voisin.

« Quand le chien m'a mordu, j'ai vite crié à notre berger-allemand afin qu'il vienne à notre secours. Notre chien n'est pas méchant mais il a réagi à mes cris quand il a constaté que nous avions des ennuis. »

Mme De Varennes retournait chez elle avec son petit garçon dans les bras quand le propriétaire du chien et du commerce, Le Bar chez Colo situé au 2451, boulevard de la Colline à Saint-Émile, est arrivé sur les lieux.

« J'ai demandé à la dame ce qui s'était produit. Elle m'a répondu que mon chien avait mordu son p'tit gars. Je lui ai crié de s'en venir tout de suite et que j'allais aller la conduire à l'hôpital. Ce n'était pas le temps d'attendre l'ambulance », raconte M. Jean-Marie Corbin.

Le bambin se lamentait et sa tête était maculée de sang lorsqu'il a pris place dans la Cadillac de M. Corbin dans les bras de sa mère. « Mme De Varennes m'a dit qu'elle ne voulait pas graisser ma voiture mais je lui ai indiqué que la santé de son garçon était beaucoup plus importante que la propreté de mon automobile. À ce moment-là, on ne connaissait vraiment pas la gravité de la blessure. Il n'y avait pas de chance à prendre », continue l'homme de 57 ans qui souffre de problèmes cardiaques. « Je peux vous dire que le cœur me pompait car j'étais plutôt énervé. »

Plaie mineure

Heureusement, le Dr Gilbert Lemay a rassuré tout le

monde lorsqu'il a examiné le jeune garçon dès son arrivée à l'urgence du Centre hospitalier Chauveau à Loretteville. « Nous avons constaté que la tête du p'tit gars arborait une bonne plaie au cuir chevelu (comme une galette). Nous avons réparé cette plaie (représentant environ 30 % du cuir chevelu) en salle d'opération. »

Selon le Dr Lemay, l'enfant a été très chanceux dans sa malchance. « Le chien l'a mordu au crâne, l'endroit le plus solide de la tête. Je préfère ne pas imaginer ce qui aurait pu se produire s'il l'avait mordu au visage. Une petite cicatrice sous le cuir chevelu, ça ne paraît pas beaucoup. »

Quelques petites traces de morsures sont également visibles sur le corps de l'enfant mais elle sont superficielles. Quant à la mère de la jeune victime, elle a été victime d'une morsure au bras droit.

Et maintenant que fera M. Corbin de son chien âgé de 16 mois et qui pèse environ 60 lbs? « Je l'enferme dans le hangar en attendant la visite des gens de la Société Protectrice des Animaux (SPA). Ce n'est pas l'envie de le tuer qui manque, mais la SPA veut vérifier s'il n'aurait pas la rage. Je serais toutefois la personne la plus étonnée du monde si c'était le cas. »

Et quand les résultats seront connus? « On verra à ce moment-là. »



Les enfants (il en a élevé 14 !) et les chiens occupent une place importante dans la vie de Jean-Marie Corbin. « Je crois même que je suis venu au monde dans une portée de chiots... »

AVIS

AUX FOURNISSEURS ET SOUMISSIONNAIRES DE LA VILLE DE QUÉBEC
La Ville de Québec annonce que, dorénavant, elle publiera ses avis publics et appels d'offres tous les dimanches dans le journal LE SOLEIL.



LA POLITIQUE



Benoit Bouchard croyait si peu aux offres de dernière minute de Joe Clark qu'il a quitté la salle de négociations vers 18 h.

Preston Manning propose un moratoire sur les négociations

OTTAWA — Le chef du Reform Party propose au premier ministre Robert Bourassa de soumettre au peuple une proposition de moratoire de deux ans sur les négociations constitutionnelles.

par MAURICE GIRARD
de la Presse canadienne

Se gardant bien de vouloir dicter la conduite du premier ministre du Québec, M. Preston Manning laisse entendre que les Québécois pourraient voter majoritairement pour une suspension de 24 mois des négociations constitutionnelles. Plutôt que la souveraineté ou un projet de réforme difficile à concocter, le chef réformiste opte pour une troisième voie.

« Vous pourriez suggérer à M. Bourassa cette autre question : "Devant l'impossibilité du Canada de présenter de nouvelles offres au Québec, nous proposons de suspendre le tout pour deux ans pour nous consacrer aux questions économiques". Compte tenu de l'état de l'économie de la région de Montréal, la question pourrait être assez bien reçue au Québec », a déclaré M. Manning.

C'est de manière inopinée, mais sans doute un peu calculée, que le chef réformiste s'est pointé

hier au ministère des Affaires extérieures dans la capitale fédérale, où étaient réunis les ministres des Affaires constitutionnelles des provinces, les représentants des quatre groupes autochtones ainsi que les négociateurs du gouvernement fédéral.

L'arrivée de M. Manning à l'immeuble Lester-B.-Pearson a provoqué une cohue. La surprise a eu comme conséquence d'interrompre sur-le-champ la conférence de presse du lieutenant québécois du premier ministre Mulroney, Benoit Bouchard, qui s'est retrouvé en l'instant d'une phrase devant un parterre désert de journalistes alors que quelques secondes plus tôt, on comptait une douzaine de caméras et trois fois plus de reporters pendus à ses lèvres.

Inhabituelle en toute autre circonstance, cette façon de quitter un interlocuteur en plein milieu d'une phrase, sans s'excuser de surcroît, est plutôt fréquente dans les cercles politico-journalistiques.

Clark fait une « dernière » offre à laquelle Bouchard ne croit pas

OTTAWA — Le président des négociations multilatérales sur la Constitution, Joe Clark, a obtenu un sursis de 24 heures en mettant sur la table une offre de dernière minute sur la réforme du Sénat. Mais son collègue Benoit Bouchard, lieutenant politique de Brian Mulroney au Québec, y croit tellement peu qu'il a quitté la salle des négociations hier soir, à 18 h.

par MICHEL VASTEL
LE SOLEIL

« Sur la réforme du Sénat et le veto du Québec, on ne peut pas arriver à un accord substantiel d'ici demain. Je ne m'attends plus à des résultats ici », a dit M. Bouchard en retournant à ses dossiers de ministre de la Santé et du développement régional.

Joe Clark refusait encore hier soir de parler d'un échec ou d'un demi-succès. Au cours de ces négociations qui devaient se poursuivre la nuit dernière et se terminer sans doute ce soir, le gouvernement fédéral arrache de plus en plus des « quasi consensus » qui formeront le corps de sa Résolution au Parlement, s'il est obligé d'agir unilatéralement. On a par exemple mis de côté la question du Sénat pour raffiner les ententes sur la formation de la main-d'oeuvre — qui deviendra de juridiction exclusive pour les seules provinces qui en feront la demande — et le financement des

gouvernements autochtones — qui fera l'objet d'une déclaration politique parallèle.

Par contre, on n'a toujours pas abordé la question du droit de veto du Québec. Au contraire, la proposition fédérale d'hier signifie que ce droit de veto sera reporté d'au moins cinq ans, et qu'il ne s'appliquera pas à la réforme du Sénat, un autre recul par rapport au fameux « Discours du Mont Gabriel » de Gil Rémillard et à l'Accord du lac Meech lui-même.

Une réforme par étapes

Hier matin, plusieurs ministres dont Bouchard et Jim Horsman de l'Alberta, se présentaient à la table des négociations en proclamant que « tout était fini ». Un dîner de travail, mardi soir, s'était prolongé pendant trois heures et plutôt mal terminé. « Le ton a monté et ce fut terrible », a révélé le ministre albertain. Joe Clark a en effet pointé du doigt la « bande des cinq », suggérant qu'ils mettaient en péril l'avenir du pays

avec leur entêtement à obtenir une représentation égale de toutes les provinces à la Chambre haute.

En fin de matinée, coup de théâtre : Joe Clark a fait une offre « finale », destinée à ébranler la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse et à casser ainsi le front commun des cinq :

— quant aux pouvoirs, le Sénat aura un veto absolu sur les questions reliées à l'exploitation des ressources naturelles, un veto de 30 jours seulement sur les questions budgétaires, un veto de six mois sur toutes les autres questions. Le principe d'une double majorité des sénateurs francophones et anglophones est acquis sur les questions reliées à la langue et à la culture ;

— quant à la composition du Sénat, on choisira entre l'égalité des régions ou l'égalité des provinces. Mais au bout de cinq ans, une conférence des premiers ministres décidera, à une majorité de sept provinces représentant 50 % de la population, s'il faut essayer la formule qui aura été écartée en 1992. Tout indique qu'Ottawa optera pour la formule Beaudoin-Dobbie — 30 sièges pour Québec, l'Ontario et les provinces de l'Atlantique, 60 pour les quatre provinces de l'Ouest — et qu'en 1997, les partisans de l'égalité des pro-

vinces auront une autre chance. Le droit de veto du Québec ne s'appliquera pas avant 1998.

Il est question que le premier ministre de Saskatchewan se présente à Ottawa demain et se rallie, comme ses deux collègues néo-démocrates de l'Ontario et de Colombie-Britannique, à la proposition fédérale. Au mieux, Ottawa sera ainsi assuré de l'appui de six provinces et c'est finalement Robert Bourassa qui fera la différence. Québec a d'ailleurs été informé dès hier de la proposition fédérale et Benoit Bouchard a suggéré qu'il était d'accord.

La seule certitude qui ressort de la confusion d'hier, c'est que les ministres ne veulent pas se quitter sur un constat d'échec. Trop de points ont été réglés, en particulier pour les autochtones, qu'on ne veut pas risquer de tout perdre. « On ne veut pas détruire ce pays », ont répété plusieurs ministres. On aurait même réalisé assez de progrès pour justifier une conférence des premiers ministres.

Benoit Bouchard, manifestement découragé, a pour sa part laissé entendre que les conservateurs du Québec attendent maintenant des directives de Robert Bourassa pour décider de leur attitude.

Bourassa demeure quand même optimiste

QUÉBEC — Le premier ministre Robert Bourassa refuse de verser dans le « pessimisme » en dépit des ratés dans les pourparlers constitutionnels en cours à Ottawa. Le gouvernement fédéral dispose encore, selon lui, de suffisamment de temps pour déposer des offres « crédibles » au Québec.

par GILLES BOVIN
LE SOLEIL

Le processus de négociations constitutionnelles en cours au Canada anglais chemine « non sans difficulté à l'occasion », reconnaît tout au plus M. Bourassa qui refuse de conclure à un échec comme l'y invitait le chef de l'opposition Jacques Parizeau, hier, à l'Assemblée nationale.

Dans l'entourage du premier ministre québécois, on signale avec emphase que l'échéancier fixé par la loi 150 est respecté. « Le temps est précieux mais nos délais ne sont pas compromis », expliquait hier la porte-parole du

premier ministre, Sylvie Godin. Celle-ci rappelle que les modifications à la loi référendaire québécoise ont sensiblement reporté les étapes préliminaires (dépôt de la question et débat à l'Assemblée nationale notamment) à l'échéance référendaire d'octobre.

Bien que « une ou deux provinces » aient prévu de soumettre ces offres à un référendum, M. Bourassa soutient que dans la plupart des autres provinces celles-ci peuvent être entérinées par simple résolution de leur parlement. Un processus qui « peut prendre un temps relativement court », calcule-t-il.

Quant aux offres de renouvel-

lement de la constitution, Québec refuse de « se résigner à une acceptation préalable de chaque province » avant de les soumettre à la commission parlementaire de l'Assemblée nationale créée à cet effet fin dans la loi 150, soulignait-on hier au bureau du premier ministre.

Le chef de l'Opposition s'est chargé de rappeler hier au premier ministre que la loi 150 prévoit que, pour être soumise à la commission de l'Assemblée nationale, toute offre faite par le Canada anglais « doit lier formellement le gouvernement du Canada et les autres provinces ».

Il appartiendra à la commission de juger si ces offres sont suffisamment « crédibles » pour « engager nos partenaires du Canada », soutient M. Bourassa.

Des sénateurs « gonflables »

Pour sa part, la critique péquiste en matière constitutionnelle, Jacques Brassard, a accusé le

premier ministre et son ministre Gil Rémillard de chercher « à égarer un peu tout le monde », notamment sur la question de la réforme du sénat.

Commentant les dernières propositions mises sur la table à cet égard, M. Brassard y voit « le chaos, pas nécessairement créateur ». Les projets et les formules fusent de toutes parts, « tel un feu d'artifice », constate M. Brassard ridiculisant au passage celle « des sénateurs élus, et je dirais gonflables, leur volume dépendant du nombre de vote qu'ils détiennent ».

Le critique péquiste s'inquiète surtout des effets de ces formules sur l'influence et le poids politique du Québec dans les institutions fédérales.

À cet égard, le ministre Rémillard s'est dit ouvert à « différentes alternatives » quant à une institution capable « d'exprimer l'intérêt des provinces et des régions ».

NOTRE TOUT NOUVEAU TAUX DE PERFORMANCE.

599 \$ PAR MOIS*

Comme vous le savez, la berline Acura Legend est une voiture haute performance offrant un rendement exceptionnel. Mais vous serez peut-être étonné d'apprendre que son programme de location est l'un des plus simples et des plus accessibles au pays.

Un acompte de seulement 1 000 \$, un tarif mensuel de

seulement 599 \$ basé sur une location-bail de 48 mois et une option d'achat avec valeur résiduelle de seulement 17 367,60 \$.

Rien de plus. Fin de la location-bail. Fin de l'histoire. Sauf que vous devriez faire vite. À un taux pareil, les Legend risquent de disparaître très... tôt!



*Prix de location pour une berline Legend L 1992 avec boîte automatique (modèle KA765N). Bail de 48 mois avec une limite de kilométrage de 96 000 km pour la durée du bail. Le prix ne comprend pas les frais d'immatriculation et de transport, l'assurance, le dépôt de sécurité et les taxes. Crédit sujet à l'approbation. Votre vie tient à votre ceinture.

**ACURA
BAIL**

ACURA OPTIMA
4901, boul. des Galeries, Québec
Tél.: 622-8180

ACURA DE LEVY
164, route Kennedy, Lévis
Tél.: 835-1311

Hommes

sur tous nos vêtements
Hommes printemps-été 92

SOLDERIE

50%

PERRREAULT

Place Ste-Foy
Tél.: 658-0081

Galeries de la Capitale
Tél.: 626-7322

Perrault Monsieur / Galeries de la Capitale
Tél.: 622-0835

Femmes

sur tous nos vêtements
Femmes printemps-été 92
et sur plusieurs collections
de fine lingerie



Le canard libéré

Trois bons amis, Gary Rasmussen, à gauche, Ross Bets, derrière lui, et John Sadorozny de Calgary ont finalement réussi, hier, à capturer et dégager un canard empêtré dans une ligne à pêche et un hameçon, depuis quelques jours, dans un étang de la ville.

Libman opposé à la politique de son parti sur la société distincte

Tandis que le comité constitutionnel du Parti égalité propose qu'aucune province canadienne ne puisse obtenir le statut de société distincte, le chef du PÉ, M. Robert Libman, continue de prêcher pour que le gouvernement Bourassa endosse la clause de société distincte formulée par le comité Beaudoin-Dobbie.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

La «Saint-Jean» des Mulroneys dans Charlevoix

BAIE-SAINT-PAUL — Fidèle à son habitude depuis la dernière élection, le premier ministre Brian Mulroneys viendra passer la Saint-Jean dans son comté de Charlevoix. Son horaire est chargé puisqu'il doit le conduire tant à La Malbaie qu'à Baie-Saint-Paul.

par DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

Tôt en matinée, il est attendu à La Malbaie où il doit procéder à l'inauguration d'un parc aménagé en grande partie grâce à des fonds fédéraux.

À la fin de l'avant-midi, il est attendu aux Chantiers maritimes de Saint-Joseph-de-la-Rive, un des hauts lieux de l'histoire de Charlevoix.

C'est toutefois à Baie-Saint-Paul que l'on a prévu le clou de cette tournée dans Charlevoix. Le premier ministre doit inaugurer le tout nouveau Centre d'exposition de l'endroit.



RÉSULTATS
Banco Tirage du 92-06-10

2	3	4	10	11
12	14	18	19	21
26	29	32	38	51
54	55	56	59	67

Prochain tirage: 92-06-11
T.V.A., le réseau des tirages

Candidature de Québec pour 2002 M.-Y. Côté indifférent aux commentaires de l'association olympique

Le ministre Marc-Yvan Côté « n'a rien à foutre » des liens qu'établissent des membres de l'Association olympique canadienne entre le climat constitutionnel et la candidature de Québec en vue des Jeux d'hiver de 2002.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

Le Calgary Herald rapportait hier que, selon la présidente de l'Association olympique canadienne, Mme Carol Ann Letheren, le climat constitutionnel sera sans doute le facteur déterminant dans la décision de retenir la candidature de Québec ou celle de Calgary pour représenter le Canada devant le Comité international olympique.

Selon le ministre Côté, qui appuie fermement la candidature québécoise, ce n'est pas le contexte constitutionnel qui est en jeu dans ce dossier. Selon sa porteparole, M. Côté estime qu'il s'agit avant tout de « regarder quelle est la ville qui est la plus à même de répondre aux critères olympiques. Le contexte constitutionnel, dans un dossier comme ça, on n'en a rien à foutre. »

Des déclarations comme celle de Mme Letheren incite à « mélanger les choux et les carottes », ajoute l'attachée de presse du ministre, Mme Marie-Claire Ouellet.

C'est aussi ce que soutient le Dr Jean Grenier, qui est un des initiateurs de la candidature de

Québec et qui agit de plus comme secrétaire-trésorier de l'Association olympique canadienne.

« On a toujours su que c'était un élément dans la conjoncture, mais pas plus que ça », dit-il. Selon lui, la meilleure attitude à adopter, c'est de ne pas commenter pareilles déclarations.

Le Dr Grenier ajoute néanmoins que les propos de Mme Letheren font suite à une autre déclaration d'un dirigeant de l'association olympique canadienne, M. Dick Pound, qui a soulevé l'hypothèse que, « pour éviter de jeter de l'huile sur le feu », le bureau de direction refuse de désigner une des deux villes si le dossier dégènerait en bagarre constitutionnelle.

« Il y a une chance sur un million que ça se produise », dit M. Grenier qui précise que jamais M. Pound n'a fait ces commentaires à ceux pilotent la candidature de Québec.

M. Grenier insiste enfin sur le fait que, « s'il y a une chose qu'on essaie par dessus tout de ne pas faire, à l'Association olympique canadienne, c'est de mêler la politique et le sport. Il peut arriver que la politique s'impose. »

des Canadiens reconnaissent le Québec comme une province ».

Une autre proposition suggère cependant de condamner « le gouvernement du Québec pour son hypocrisie envers les francophones à l'extérieur du Québec et aussi pour l'abandon de ces derniers ».

Le comité constitutionnel propose par ailleurs d'abolir la clause nonobstant, de rejeter l'inscription dans la constitution du principe de la délégation de pouvoirs qui, « dans le contexte politique présent, peut être en fait un tour de passe-passe pour conférer un statut spécial à une ou plusieurs provinces ».

Les délégués à l'assemblée du PÉ seront aussi appelés à se prononcer pour qu'Ottawa conserve son pouvoir déclaratoire et pour que la formation professionnelle soit de compétence partagée et non pas exclusive du Québec, comme le réclament presque tous les autres intervenants québécois.

D'autres domaines, comme l'énergie et la santé (où il est notamment proposé que le parti s'oppose au ticket modérateur), seront abordés mais une des batailles les

plus importantes de l'assemblée devrait porter sur le rôle de l'aile jeunesse du PÉ.

Les plus de 300 jeunes membres du PÉ constituent environ 10 % de l'ensemble des militants du parti et s'opposent à leurs aînés, entre autres, parce qu'ils jugent trop radicale la position constitutionnelle proposée par le comité de M. Henderson, en particulier à cause de son rejet de la notion même de société distincte.

L'affrontement avec les jeunes donne lieu à une proposition visant à retirer le droit de vote aux militants de 15 à 17 ans au sein des instances du parti.

Une autre proposition, venant de la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce, veut renforcer la position de M. Libman comme chef. Traduite dans un français imparfait, dans le cahier des congressistes, la résolution stipule « que le Parti égalité appuie et affirme le chef du parti actuel ».

Au chapitre des traductions imparfaites, la palme revient cependant à un des deux candidats au poste de vice-président exécutif du PÉ, M. Ken Crockett, qui dit avoir pour objectif d'être « dédié à faire gonfler l'adhésion au parti au travers du Québec ».

VENTE FIN DE BAIL
Tout doit être liquidé
40% à 75%
sur les collections printemps-été, accessoires et bijoux mode au
Salon Jade
PLACE LAURIER (mail nord)

Tous nos maillots Gottex à **99\$**

LIQUIDATION ECHANTILLONS DE PLANCHER

50% de rabais sur les modèles importés

ARC-LINEA • CASSINA • ROLF BENZ • ACERBIS • MOROSO • BONTEMPI

Rabais spécial sur les commandes personnalisées.

Château d'aujourd'hui
QUÉBEC
1515, rue Saint-Jean-Baptiste (angle Hamel et Henri-IV)
(418) 872-2321

Notre équipe de conseillers en aménagement vous orientera pour assurer votre choix.

DU JAMAIS VU!

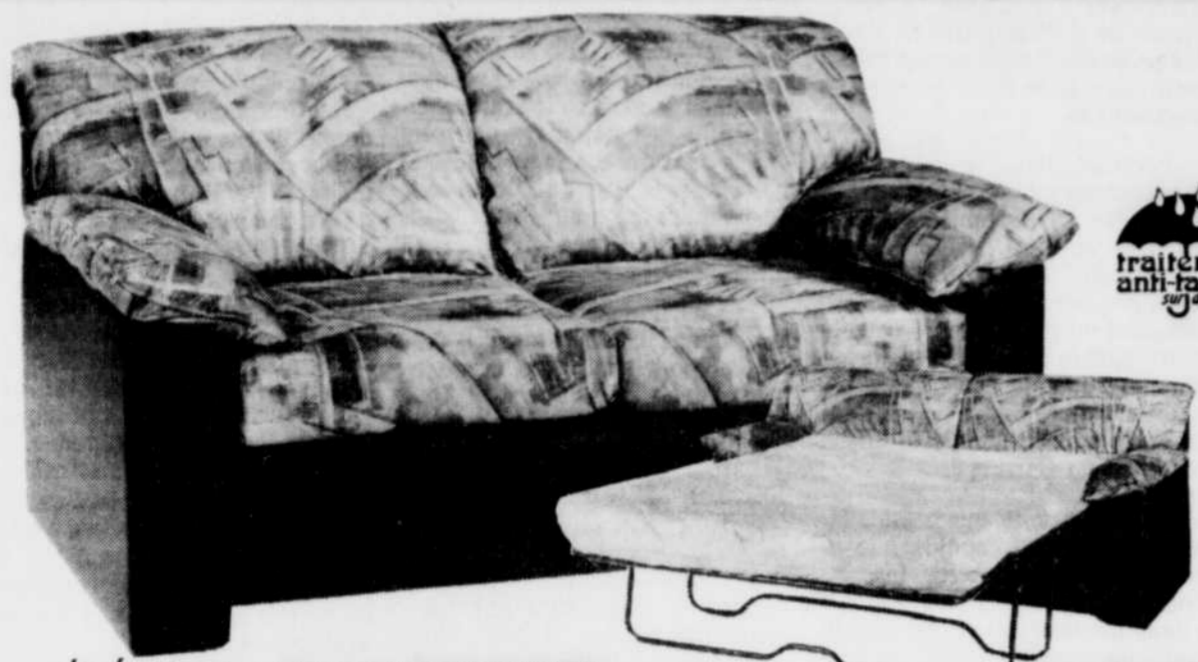
50% à 70%

DES SOLDES PAREILS SUR DE SI JOLIES TENTATIONS. VOUS NE LES VERREZ QU'À LA

SOLDERIE DE FINE LINGERIE ROSA BORRA
(face à son magasin actuel à Place de la Cité)

ROSA BORRA
PLACE DE LA CITÉ
Niveau promenade, entre du Manhattan Grill
Entre Place Laurier et Place Ste-Fois

DécoMeuble **PASSE** **À L'ATTAQUE**



ÉLÉGAN... ET FONCTIONNEL

L'intéressante nuance résultant de la combinaison entre le recouvrement aspect cuir et le tissu aux couleurs mode confère au mobilier une allure toute particulière: un coup d'oeil inhabituel. Le sofa-lit, offrant un confort certain, est pourvu d'un mécanisme d'ouverture facile à manoeuvrer et d'un excellent et confortable matelas à ressorts.

CAUSEUSE 269.

SOFA-LIT

399.



LE CARACTÈRE DISTINCTIF DU MODERNISME

L'envoûtement de l'esthétique, résolument moderne de ce mobilier, confortable à souhait, sait satisfaire les plus exigeants. Résistant recouvrement disponible en 3 attrayantes couleurs différentes.

CAUSEUSE cour. 369.95

SOFA cour. 469.95 349.

FAUTEUIL cour. 279.95 199.

249.



SAMSUNG

MONITEUR STÉRÉO 26 po (66 cm)

cour. 579.95

Résolution horizontale de 600 lignes sur entrée vidéo, sortie audio variable, prise externe pour haut-parleurs d'appoint, télécommande multifonction avec affichage à l'écran des fonctions de l'appareil, minuterie d'arrêt/mise en marche, capacité de 181 canaux.

529.



RECOUVREMENT TOUT CUIR

Cet ensemble fauteuil et tabouret bénéficie d'une solide construction comme en fait foi sa structure tubulaire noire de qualité supérieure. Vous pourrez aussi profiter de nombreux avantages telle l'inclinaison du dossier réglable à différentes positions grâce au levier de blocage.

299.

cour. 479.95

CUIR véritable

PALLISER

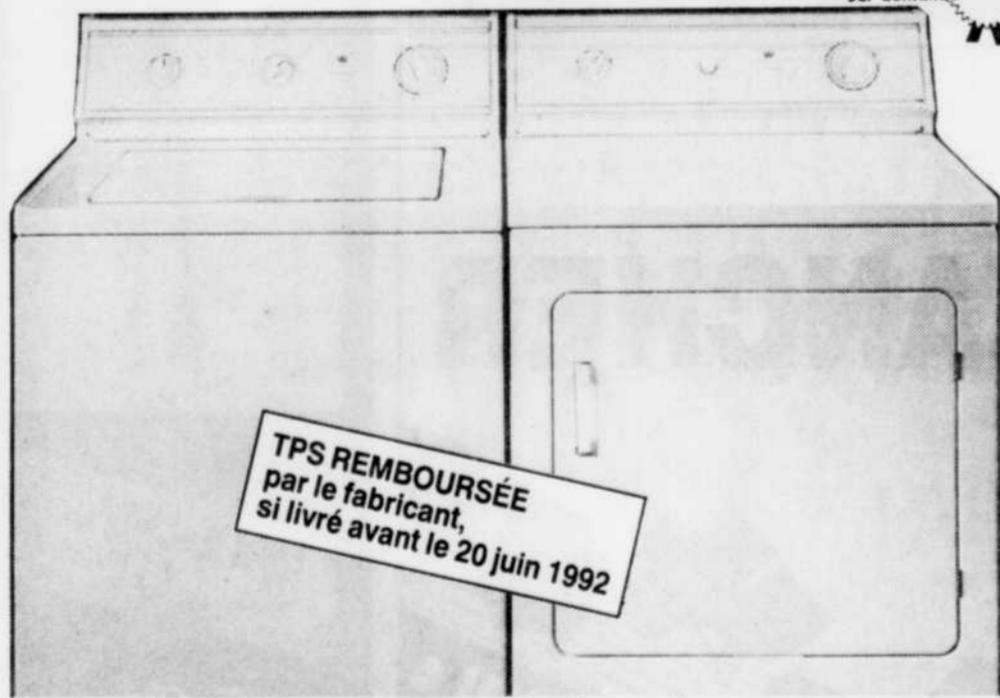


FONCTIONNELLE

cour. 559.95

par ses nombreux rangements, élégante par ses lignes sobres, mais distinguées. Disposant de tous les espaces de rangements nécessaires, notons que chacune des trois sections est pourvue d'un éclairage dissimulé. Disponible dans le blanc et noir ou entièrement blanc.

399.



ENSEMBLE W White-Westinghouse

LAVEUSE à 8 programmes, système de lavage à multiples actions, choix de température de l'eau et vitesse du lavage/essorage.

SÈCHEUSE de grande capacité, 5 cycles de séchage, avertisseur de fin de cycle, 4 niveaux de température.

l'ensemble

899.

RÉFRIGÉRATEUR 18.5 P1³

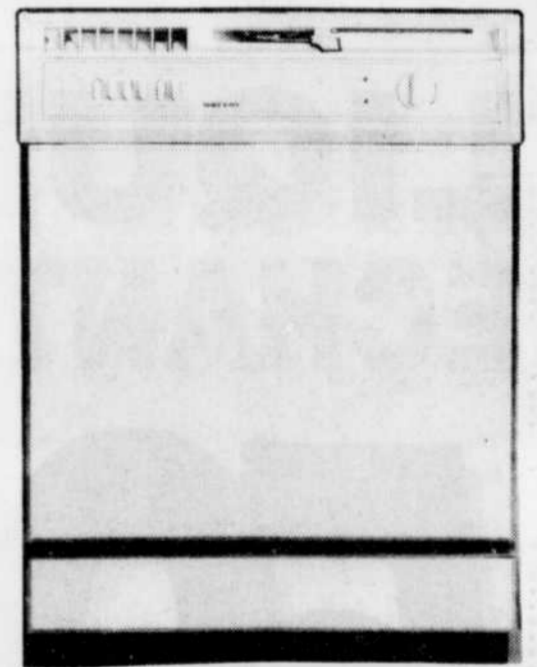
Demi-tablettes en verre réglables, demi-balconnets réglables, compartiments à fruits et légumes à humidité contrôlée, bac à viande à température contrôlée, tablette dans le congélateur.

cour. 1 189.95

1049.



JENN-AIR



MOFFAT

LAVE-VAISSELLE À ENCASTRER

offrant une agréable présentation de blanc sur blanc. Aussi, nombreux choix de cycles, action de lavage à 3 niveaux, broyeur d'aliments mous, filtre autonettoyant, garantie de 10 ans sur la garniture de cuve et de porte.

cour. 469.95

399.

VOICI NOS 10 ENGAGEMENTS

- Offrir 1 an pour payer, sur toute la marchandise.
- Offrir la commodité d'un crédit instantané, jusqu'à concurrence de 3,000\$
- Offrir le plus bas prix et si vous nous permettez de constater qu'il ne l'est pas, vous offrir encore mieux.
- Donner une garantie à vie sur tous nos prix.

- Vendre à moitié prix tous nos matelas avec l'achat d'un mobilier de chambre.
- Assurer, d'une manière primordiale, votre entière satisfaction ou vous rembourser.
- Donner un escompte pour tout achat emporté.
- Livrer sans frais additionnels à travers le Québec.
- Déballer et placer gratuitement la marchandise.
- Vous conseiller, si vous avez des problèmes de service avec l'un de nos concurrents, au meilleur de nos connaissances et cela, même si vous n'avez jamais acheté chez DécoMeuble/Léon.

1. Facilité offerte aujourd'hui et tous les jours, sous réserve de l'approbation du Service du crédit, aucun comptant à l'exception des taxes, aucun achat minimal. Un escompte de 3% est accordé pour tout achat payé comptant.

2. Si qualifié selon les critères et sous réserve de l'approbation du Service du crédit.

3. Pour tout produit identique, portant le même numéro de modèle, vendu aux mêmes conditions et avec les mêmes facilités de paiement, sur preuve du prix offert par le concurrent.

4. Pour tout produit identique, portant le même numéro de modèle, en possession de l'acheteur original, vendu aux mêmes conditions et avec les mêmes facilités de paiement, sur preuve du prix offert par le concurrent.

5. Comprenant 4 pièces et plus. Ne s'applique pas aux matelas en solde ou offerts en promotion.

6. Le remboursement s'applique sur toute marchandise durant la première année d'utilisation normale.

7. De 3% à l'exception des produits suivants: lampes, articles de décoration, appareils audio/vidéo, téléviseurs de 21 pouces et moins, micro-ondes et meubles à assembler.

8. Selon les cédules pré-établies de livraison dans les diverses régions.

9. S'applique seulement si la marchandise peut être livrée par les employés et les camions de DécoMeuble/Léon. Ne s'applique pas si nous devons faire usage d'un transporteur affilié ou pour tout meuble à assembler.

10. Vous pouvez nous contacter aisément au 663-3471 et 1-800-463-7215 pour les gens de l'extérieur.

VANIER
100, rue Chabot
à proximité des Haïles Fleur de Lys
583-9600

SAINTÉ-FOY
2635, boul. Hochelaga
Place de la Cité
657-6902

CHARLESBOURG
8500, boul. Henri-Bourassa
Carrefour Charlesbourg
627-3073

BEAUPORT
4175, boul. Saint-Anne
voisin Guincaillière Nap. Boily
667-7851

LEVIS
300, côte du Passage
Galeries Chagnon
835-0606

DécoMeuble
Léon
1988

Les plaintes concernant la SDI seront vérifiées, dit Ryan

QUÉBEC — La Sûreté du Québec passera au crible les allégations d'un employé de la Société de développement industriel du Québec (SDI) incriminant trois entreprises de Québec, Gentec, Micro-Contrôle et Télé-Alarmes Microtec.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Telle est l'assurance donnée hier par le ministre de la Sécurité publique, M. Claude Ryan, qui soumettra à la SQ les documents déposés mardi à l'Assemblée nationale par l'Opposition officielle dans lesquels, entre autres, la direction des crimes économiques du ministère de la Justice prétend que « des indices assez sérieux » permettent de croire à des irrégularités dans les relations d'affaires entre la SDI et les trois firmes.

Le ministre Ryan a indiqué que la SQ « jugera s'il y a matière à poursuivre les vérifications ».

Quelques minutes plus tôt, les ministres Gérald Tremblay et Gil Rémillard répétaient au député péquiste de Labelle, Jacques Léonard, les mêmes réponses que la

veille: il n'y a pas de motif raisonnable pour déclencher une enquête et il n'y aura pas d'enquête s'il n'y a pas de plaignant.

Le ministre Tremblay a déposé une lettre dans laquelle le directeur des services juridiques de la SDI informe le ministère de la Justice « qu'après examen des dossiers, je ne peux conclure ni soupçonner qu'un acte criminel a été commis dans le traitement des dossiers ».

Même si on trouve « rassurante » l'intervention de Claude Ryan, le PQ n'est pas satisfait des réponses du gouvernement.

« Il est étonnant d'entendre le ministre Tremblay dire qu'il n'y a pas matière à enquête alors qu'il est lui-même juge et partie dans le dossier », signale M. Léonard.

Guy Chevette soupçonne de son côté un « cover-up ».

Innocence

Dans sa correspondance avec le ministère de la Justice, l'employé de la SDI, M. Yvan Dubé, identifie quatre personnes associées de près ou de loin à ces compagnies soupçonnées de ne pas avoir versé les redevances prévues sur des prêts consentis dans le passé.

Mardi, MM. Robert Dutil (député-ministre de Beauce-Sud et ancien actionnaire de l'une des trois compagnies) et Marcel Lacroix (oncle de Robert Dutil et actionnaire dans deux des entreprises) ont refuté les accusations de favoritisme portées contre eux. Hier, ce fut au tour hier de MM. Raymond Gilbert et François Giroux d'afficher leur innocence.

Président de Télé-Alarme Microtec, M. Raymond Gilbert ne cherche pas de midi à quatorze heures les raisons de la présence de son nom dans ce débat qu'il juge avant tout politique. « Tout le

monde sait que je suis un bon ami de Robert Dutil et un organisateur libéral notoire », explique-t-il en disant n'avoir jamais rencontré Yvan Dubé.

M. Gilbert avoue que son entreprise n'a aucun différend commercial avec la SDI et que les paiements des redevances sur un prêt de 73 500 \$ consenti en 1987 se font à un rythme plus accéléré que prévu.

« Je n'ai rien à me reprocher », déclare pour sa part M. François Giroux, président de Gentec et de Micro-Contrôle, visiblement ébranlé par la publication de cette histoire dans les journaux. M. Giroux n'est pas directement pointé dans la missive de M. Dubé, mais plutôt son père, Jean-Luc, décédé l'hiver dernier. Ne niant pas le fait que sa compagnie soit actuellement au centre d'un litige commercial avec la SDI, il jure toutefois qu'il n'y a jamais eu là matière à enquête ou à fraude.

Si la direction des crimes économiques du ministère de la Justice a pu prendre au sérieux les rap-

ports fournis par M. Dubé, « c'est qu'elle jugeait la démarche comme officielle », prétend M. Savard.

Gallup: les libéraux n'ont pas d'adversaire

OTTAWA — Selon la maison de sondage Gallup, les libéraux de Jean Chrétien sont deux fois plus populaires au pays que leurs plus proches rivaux, les néo-démocrates.

L'enquête de juin révèle effectivement la totale domination du Parti libéral du Canada (PLC) au plan national. Sa cote de popularité s'établit à 44 %, contre 21 % pour le Nouveau parti démocratique (NPD), 17 % pour le Parti conservateur (PC), 11 % pour le Reform Party (RP) et 6 % pour le Bloc québécois (BQ). Les indécis forment toutefois un groupe important à 33 %.

Avec ce résultat, l'équipe Chrétien frôle sa meilleure performance depuis les élections de novembre 1988.

Ce sondage a été réalisé entre le 3 et le 6 juin sur la base de 1024 entrevues téléphoniques auprès d'adultes canadiens. Avec un échantillon de cette taille, la marge d'erreur maximale reconnue est de 3,1 %, dans 19 cas sur 20. Cette marge d'erreur double dans le cas des données québécoises.

7e anniversaire ça se fête!

EN SOIRÉE AU RESTAURANT SEULEMENT
LE 'MEZZE DE CHARLES'
pour 2 personnes
56\$ pour **Dessert et café compris 35,95\$**

OU
CHOIX DE DEUX BROCHETTES
Crevettes, coilles ou poulet
1/2 litre maison, dessert, café
pour 2 **37,95\$**

Restaurant **Charles Nourcy**
1654, chemin Saint-Louis, Sillery Tél.: 688-1654
Le meilleur mezza en ville

En vedette cette semaine la collection

LUCIA

30% à 50% de rabais
sur toutes les jupes, chandails et vestes de la collection printemps-été Lucia.
Tailles 6 à 18 ans.

Simone Paris
LE PRÊT-À-RAVIR
2646, chemin Ste-Foy, Ste-Foy (près de l'Hôpital Laval)
656-1902

BEAUCOUP DE STYLE POUR BEAUCOUPS MOINS... POURQUOI MAGASINER AILLEURS?

La mode «designer» internationale pour hommes, femmes et enfants, provenant de France, d'Italie, d'Europe, des États-Unis et du Canada... La mode à son meilleur pour toutes les occasions, incluant cuirs et suèdes, lingerie et parfums, chaussures et accessoires, cadeaux, et plusieurs magasins d'enfants.

Des collections exclusives que vous pouvez maintenant vous procurer directement du fabricant, sans intermédiaire, comme les «Factory Outlet» aux États-Unis... aux prix les plus bas!

Prix réduits de 30% à 70% sur le prix de détail

Promenades Ste-Anne Centre «DESIGNER FACTORY OUTLET»
3 km à l'est de la basilique de Ste-Anne-de-Beaupré

OUVERT SEPT JOURS incluant le dimanche

Chaque magasin est exploité directement

L'INCROYABLE VENTE 8 HEURES

EN RAPPEL SAMEDI 13 JUIN



JUIN	
Samédi	
5	6
12	13
19	20
26	27

Canapé aux formes épanouies qui allie le galbe du bois à la légèreté d'un cuir fin.
Choix de finitions de bois et coloris de cuir. **2 888 \$**
T.P.S. 7% incluse

8 HEURES DE RABAIS SPECTACULAIRES SUR... TOUT... TOUT... TOUT...

AUCUN PAIEMENT AVANT JUIN 1993*

*Conditionnel à l'approbation du crédit-Acompte 30%-Intérêt à compter du 12 juin 1993 sur solde dû.

Participez à notre grand tirage du 30 juin
"GAGNEZ LES MEUBLES DE VOS RÊVES"
VALEUR 10 000 \$
Aucun achat requis, voir détails en magasin

LA GALERIE DU MEUBLE

5 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

- CONTEMPORAIN: 18, rue Courcellette Tél.: 681-0171
- ▲ CLASSIQUE: 1215, boul. Charest O. Tél.: 681-0171
- ◆ ROCHE BOBOIS: 9, rue Courcellette Tél.: 681-4101
- CUIR NO 1: 2960, boul. Laurier Tél.: 681-0171
- SOFA DESIGN: 10, rue Courcellette Tél.: 681-2302

Pour les clients de l'extérieur: 1-800-463-2277

GRATUIT: SERVICE DE DÉCORATION

Réseau de protection pour les journalistes

MONTREAL (PC) — Toronto deviendra le noyau d'un réseau international informatisé voué à la protection des libertés de presse et à l'assistance aux journalistes en danger.

« Quand un journaliste disparaît dans une zone de troubles, on doit pouvoir réagir très rapidement », a expliqué hier Lee Woodyear, agent des droits de la personne pour la Fédération internationale des journalistes, réunie en congrès à Montréal.

Le directeur exécutif du Comité canadien pour la protection des journalistes, M. Nick Fillmore, a estimé à au moins 1400 le nombre d'agressions graves commises contre des médias ou des reporters chaque année, et a rappelé qu'entre 60 à 70 journalistes sont tués chaque année.

Les 11 organisations internationales qui s'occupent de la protection des journalistes doivent agir rapidement. C'est là qu'entre en jeu le système IFEX, pour « International freedom of expression exchange », qui devrait être prêt à fonctionner à compter du mois de décembre.



Bouh !

Que fais-tu à ma place ? semblait demander l'Incroyable Hulk, à la jeune Donna Phillips, de Calgary, hier, alors qu'elle était assise à l'extérieur d'une station-service en attendant qu'on répare une crevaison sur sa voiture.

Le phénomène risque d'entraîner un réchauffement de la planète

La mer absorberait le gaz carbonique

SAINTE-FOY — Les chercheurs se grattent la tête. Où est donc passé le gaz carbonique que rejettent dans l'atmosphère les différents pays du monde ? La moitié de ce gaz émis depuis un siècle a disparu...

par LISE LACHANCE
LE SOLEIL

Cette énigme intrigue les scientifiques. Ils en sont venus à une hypothèse sur laquelle certains se penchent depuis deux ans. Le mouvement démarre cet été au Canada et s'étendra sur une période initiale de cinq ans, grâce à des subventions de plusieurs millions de dollars. L'université Laval dispose à ce sujet d'une somme de 500 000 \$. Elle participe à cette vaste entreprise par l'intermédiaire du Groupe interuniversitaire de recherche en océanographie (GIROQ) qui se compose aussi de scientifiques de McGill. Outre le GIROQ, l'équipe canadienne englobe notamment des chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski ainsi que de Pêches et Océans Canada.

« On retrouve actuellement, dans l'atmosphère, la moitié seulement du gaz carbonique qui y a été rejeté depuis les 100 dernières années. Où est passé le reste ? Comment cela s'est-il produit ? Tout laisse croire qu'il y a eu transfert du gaz carbonique vers

les profondeurs marines, les organismes vivants (comme les plantes) fixant cette substance dans leur tissu », a déclaré au SOLEIL, au cours d'une entrevue, le vice-président du GIROQ et professeur à l'université Laval, M. Louis Legendre.

Pour longtemps ?

Selon l'océanographe, qui assume la vice-présidence du comité scientifique du congrès annuel de la Société canadienne de météoro-

logie et d'océanographie, ce phénomène appréhendé a été qualifié de « pompage » du gaz carbonique par la mer. Si l'hypothèse s'avère fondée, une autre question se pose : les océans pourront-ils continuer à absorber encore longtemps le gaz carbonique rejeté par les humains dans leurs multiples activités ? Dans la négative, la température du globe pourrait augmenter rapidement et entraîner des perturbations énormes.

Dans le cadre de sa recherche sur le flux de carbone dans les océans, le GIROQ travaille en étroite collaboration avec le Japon, cette année. Les équipes des deux pays effectuent des travaux à Resolute afin de découvrir ce qui

se passe quand les océans sont couverts de glace. Y a-t-il, même dans ces conditions climatiques, pompage de gaz carbonique ?

L'année prochaine, l'organisme québécois procédera à des recherches du même type avec les Allemands, souligne M. Legendre. Celles-ci se dérouleront à bord d'un brise-glace océanographique qui mouillera au nord-est du Groenland, de la mi-mai à la mi-juillet.

Le Groupe interuniversitaire de recherche en océanographie s'intéresse également aux pêches maritimes. Ses travaux s'effectuent principalement dans le golfe Saint-Laurent.

Deux entreprises québécoises sur les rangs

La SDI tente de vendre Ad Lib

QUÉBEC — La Société de développement industriel du Québec (SDI) négocie présentement avec deux entreprises québécoises, l'une de Montréal et l'autre de Sherbrooke, la vente des actifs de la défunte compagnie Ad Lib de Québec.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

LE SOLEIL a appris que la compagnie montréalaise Univers-Info et

la firme sherbrookoise CMAC étaient actuellement en pourparlers avec la SDI pour l'acquisition de la technologie d'Ad Lib.

Simultanément à ces négocia-

tions, la SDI est sur le point de finaliser l'entente avec le syndic Serge Morency pour l'acquisition des actifs d'Ad Lib pour un montant approximatif de 1,4 million \$.

En exerçant son droit de premier refus sur la vente des actifs de la compagnie en faillite à Creative Labs de Singapour, la SDI s'engageait à acheter les actifs puis à les revendre à des investisseurs intéressés à maintenir la technologie et les emplois au Québec.

Chez Univers-Info, un porteparole, M. Martin Vidal, a confirmé l'intérêt de la compagnie pour Ad Lib. Du côté de CMAC, un manufacturier de produits électroniques, il a été impossible de parler à son président, M. Dennis Wood, ou encore à l'un des membres du bureau de direction, Me Louis Lagacé.

À la SDI, on refuse d'élaborer davantage sur les discussions en cours avec l'une ou l'autre de ces compagnies. Le président de l'organisme, M. Gabriel Savard, signale qu'il faut, en premier lieu, terminer les négociations avec le syndic.

Coquille vide

Univers-Info est membre du groupe Somiper, le holding financier appartenant à M. Michel Perron, autrefois de Normick Perron.

La compagnie de Montréal est un assembleur et distributeur de micro-ordinateurs de marque Luxxon. « Ad Lib constitue un attrait intéressant pour notre groupe », signale M. Vidal. « Sa technologie pourrait apporter une plus-value à nos ordinateurs ».

Avant de fermer ses portes, Ad Lib était sur le point de commercialiser une carte-audio qui ajoutait des voix et des sons aux ordinateurs. Le manque de liquidité et le prêt de 500 000 \$ promis mais jamais livré par la SDI ont finalement eu raison de la compagnie qui avait pignon sur rue sur la Grande Allée.

TI-FRÈRE ... C'EST TON STYLE

INSTALLATION GRATUITE

DE VOS TAPIS / DE VOS STORES



Achetez un tapis * parmi notre vaste choix en magasin et TI-FRÈRE l'installera

GRATUITEMENT SOURIRES GARANTIS...

1 001 rouleaux dans des couleurs qui collent à vos goûts... Ne manquez pas cette chance !

TI-FRÈRE est tellement serviable, qu'il installera vos stores *

GRATUITEMENT

Un service après-vente de première classe.

Faites vite, c'est une occasion unique de se reposer sans trop dépenser...

TAPIS, PRÉLARTS ET TUILES À VOLONTÉ

TAPIS CISELÉ 100% nylon de Coronet. traité contre les taches. Une aubaine fantastique ! Prix Ti-Frère 9 ⁹⁹ v ca Installation gratuite	TAPIS SAXONY 100% nylon, belle densité, idéal pour chambre. Prix Ti-Frère 13 ⁹⁹ v ca Installation gratuite	TAPIS GAZON Largeur 6 ou 12 À partir de 3 ⁹⁹ v ca
PRÉLART SANS CIRAGE Les plus grandes marques au plus bas prix Ti-Frère À partir de 4 ⁹⁹ v ca	TAPIS COMMERCIAL 100% polypropylène, envers de mousse. Facile à poser. Prix Ti-Frère 3 ⁹⁹ v ca	CÉRAMIQUE MUR 99¢ PLANCHER 1 ³⁹ pi ca À partir de pi ca

TI-FRÈRE FABRIQUE VOS STORES PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ !

STORES VERTICAUX EN TISSU Choix illimité de couleurs et de textures Special porte-fenêtre À partir de 49 ⁹⁹ ch. Installation gratuite	STORES VERTICAUX EN ALUMINIUM Special porte-fenêtre 59 ⁹⁹ Installation gratuite	STORES VERTICAUX OLYMPIQUE En vinyle Special porte-fenêtre Payer et emporter 49 ⁹⁹ Cantonnière incluse	STORES HORIZONTAUX EN ALUMINIUM EN STOCK Couleurs et grandeurs variées Rabais de 30%
---	--	--	---

GARANTIE DU MEILLEUR PRIX
SI VOUS TROUVEZ MEILLEURS PRIX, NOUS VOUS REMETTRONS LA DIFFÉRENCE PLUS 10% DE LA DIFFÉRENCE.

Laissez-vous émerveiller par notre rayon de LITERIE

DOUILLETES Modèles et couleurs variés Simple 29 ⁹⁹ Double 39 ⁹⁹ Grand 49 ⁹⁹	CANTONNIÈRE EN DENTELLE Hauteurs : 12" - 24" - 36" À partir de 4 ⁹⁹ le mètre
OREILLERS 100% polyester, lavables. Prix Ti-Frère 3 ⁹⁹ ch.	RIDEAUX DE DOUCHE Un choix inouï À partir de 5 ⁹⁹ ch.
DRAPS DE PERCALE Un lot spécial à liquider Réduit de 50%	CADRES ET REPRODUCTIONS Une sélection fantastique À partir de 4 ⁹⁹ ch.

LE GARS LE PLUS SYMPATHIQUE EN VILLE VOUS OFFRE SES SUPER RABAIS DÉCORATION !

DES MURS DE PAPIER PEINT SANS FIN ET PLEINS DE PEINTURE

PEINTURE TI-FRÈRE Latex semi-lustré blanc 17 ⁴⁹ le 4 litres	TAPISSERIE EN VINYLE Plus de 60 000 rouleaux en stock Préencollée. À partir de 4 ⁹⁹ rouleau double
---	--

TI-FRÈRE L'UNIQUE MAXI CENTRE D'AUBAINES EN DÉCORATION

215, boul. HAMEL

(face à l'hôpital Christ-Roi) SERVICE À DOMICILE GRATUIT 681-6023

OUVERT : lun., mar., mer., de 9h à 18h; jeu., ven. de 9h à 21h; sam. de 9h à 17h.

- Conseillers en décoration professionnelle
- Installation garantie faite par des experts
- Service de livraison
- Les marques les plus reconnues

* Marchandise sélectionnée, minimum 20 verges carrées, surface plane. ** Sauf stores Écono, Olympique et Supra.

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant : **33855803**
Sinon composez sans frais le 1-800-563-8688

Plus de 3 000 points offerts cette semaine dans LE SOLEIL

CLUB Multi points

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE !

Abonnez-vous : 647-3333
1-800-463-2362

la Saie

CORRECTIONS

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier «VIVE PAPA 1er!» publié par la Baie, le mardi 9 juin 1992.

Page 3: Article 8. Pas disponible.
Page 18: Article 1. On aurait dû lire 40 \$ ch.
Page 22: Article 2. On aurait dû lire : mousse après-rasage.
Page 23: Article 10. On aurait dû lire : 19,50 \$ ch. Délai. Article 11. On aurait dû lire : 13,50 \$ ch.
Page 25: Article 4. Délai. Article 6. On aurait dû lire : solde 99,99 \$ ch.

Notre clientèle voudra bien excuser ces erreurs et contretemps.

L'entreprise privée s'implique pour contrer le phénomène de l'abandon scolaire

Des bourses aux décrocheurs qui reviennent étudier

QUÉBEC — La firme de courtage ScotiaMcLeod versera 125 000 \$, sous forme de 125 bourses de 1000 \$ chacune, au cours des cinq prochaines années afin de contrer le phénomène de l'abandon scolaire au Québec, a annoncé, hier, M. Jacques Nadeau, vice-président et directeur administratif de l'entreprise, en présence du ministre de l'Éducation, Michel Pagé.

par ROBERT LAFLAMME
de la Presse canadienne

« Le geste de ScotiaMcLeod est à la fois symbolique et concret. Il

démontre l'engagement de la société et la confiance qu'elle témoigne à l'égard des décrocheurs », a affirmé le ministre Pagé à l'occasion d'une conférence de presse.

ScotiaMcLeod est la deuxième entreprise, après Pétro-Canada qui a élaboré un programme pour ses employés dernièrement, à s'associer avec le gouvernement pour combattre le décrochage scolaire.

Rappelant que 36 % des élèves n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires, le ministre de l'Éducation souhaite que d'autres entreprises emboîteront le pas dans un avenir rapproché.

M. Pagé s'est dit satisfait de la

réponse qu'il obtient du secteur privé à la suite de l'appel qu'il a lancé en novembre dernier.

« Plusieurs entreprises collaborent dans le moment afin de mettre sur pied des projets régionaux qui ne s'appuient pas nécessairement sur des bourses, a-t-il déclaré. Les projets supporteront des démarches ayant trait aux cours de rattrapage et à l'apprentissage des devoirs à l'école. »

Quant au programme de bourses d'études de ScotiaMcLeod, il permettra à 25 jeunes du niveau secondaire par an de recevoir une bourse de 1000 \$ chacune pour qu'ils reprennent leurs études.

Le projet entrera en vigueur dès septembre. Il s'adressera aux

décrocheurs de six régions qu'on a identifiées parce qu'elles sont plus touchées par l'abandon scolaire : Bas Saint-Laurent-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, Saguenay-Lac Saint-Jean, Mauricie-Bois-Francs, Estrie, Abitibi-Témiscamingue et Côte-Nord.

Les candidats intéressés devront remplir quatre critères : être âgé de 20 ans ou moins au 10 septembre prochain ; avoir déjà abandonné les études pour une période de quatre mois ou plus ; avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires ou avoir complété et réussi leur 4e secondaire et être inscrits au diplôme d'études professionnelles et obtenir un rapport confidentiel d'appréciation d'un membre du personnel de l'école secondaire fréquentée.

Selon le Conseil permanent de la jeunesse Pagé devrait impliquer les élèves

QUÉBEC — Le Conseil permanent de la jeunesse est d'accord avec les grandes lignes du Plan d'action du ministre de l'Éducation, Michel Pagé, pour contrer le décrochage scolaire mais il le trouve très imprécis et timide lorsqu'il s'agit d'impliquer concrètement les élèves dans sa réalisation.

« L'élève doit être partie prenante de tout projet éducatif, précisait l'avis. Il est le principal artisan de son développement et le premier responsable de sa formation. Son implication active est essentielle dans l'ensemble des démarches éducatives qui s'adressent à lui. »

par PIERRE APRIL
de la Presse canadienne

jet qui, pourtant, vise sa propre réussite, a soutenu le CPJ.

Pour remédier à cette carence, le président du CPJ, Alain Perreault, a demandé au ministre, hier, de lier l'attribution des ressources financières à une participation effective des élèves.

« Le ministre a dit 'pas de projet pas d'argent' mais il doit ajouter 'pas de jeunes, pas d'argent' », a dit M. Perreault.

Pour la vice-présidente du CPJ et responsable des dossiers relatifs à l'éducation, Hélène Simard, « c'est en liant la participation des élèves aux projets soumis par les écoles que le ministre a le plus de chance d'atteindre son objectif de réussite scolaire ».

On a beaucoup parlé de sensibiliser les parents, de valoriser les enseignants, d'associer des partenaires sociaux et économiques, mais on a complètement négligé le rôle actif de l'élève dans un pro-

Pour la juge Ruffo, ce sont des mal-aimés

BEAUPORT — Les décrocheurs scolaires, ce sont des jeunes qui ont beaucoup plus besoin d'être aimés que de connaissances, beaucoup plus besoin de communiquer et d'avoir le sentiment d'être importants pour quelqu'un que d'aide pédagogique, a affirmé la juge Andrée Ruffo, de la Chambre de la jeunesse.

LE SOLEIL

Invitée de l'école secondaire La Courvilloise, de Beauport, dans le cadre d'un projet de prévention du décrochage scolaire, la juge Ruffo a livré à sa manière son « plan d'action » pour contrer ce phénomène chez les jeunes.

Pour elle, le décrochage scolaire n'est qu'une forme de la souffrance qu'on retrouve chez les enfants au même titre que la prostitution, la drogue, le suicide ou l'errance.

Avec sa grande expérience, elle y voit une façon pour les jeunes d'essayer de se faire entendre des adultes. Selon elle, un décrocheur n'est pas avant tout un jeune qui a des difficultés scolaires, mais un enfant qui essaie de communiquer et qu'on n'écoute pas ou qu'on ne comprend pas.

« Ce sont des enfants qui décrochent parce qu'ils ne trouvent plus rien à l'école, a-t-elle ajouté, comme ils décrocheront bientôt de la famille et de la société. »

Devant ce groupe d'éducateurs et de parents, Mme Ruffo a rappelé que l'éducation ne doit pas être un outil pour rendre l'enfant conforme à un modèle ou à un moule, mais plutôt un moyen de faire ressortir de lui-même toutes les possibilités qui y sont emmagasinées.

« Faire oeuvre d'éducation, a-t-elle expliqué, c'est avant tout faire oeuvre de communication, c'est d'être à l'écoute des enfants. Les enfants, quand ils décrochent, se prostituent ou se droguent, nous parlent ; il faut apprendre à les comprendre. »

TWIK®



UN SEUL PRIX EXCEPTIONNEL!

nos camisoles maille de coton 19.⁹⁹

Voilà des camisoles soleil qui éclatent en couleurs vives, pastel ou tout en blanc pur! Voilà quatre modèles qui donnent un avant-goût de la collection Twik... des styles en tricot fin, à torsades, encolure boutonnée, carrée, ronde, des styles pour tous les jours de l'été à se procurer maintenant à prix exceptionnel chez Twik!

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

SUPER VENTE APRÈS INVENTAIRE
du 8 au 13 juin 1992
25% à 40% sur des articles de papeterie et d'ameublement
Tout pour le bureau, "tout près", "tout prêt"

Québécois soupçonnés de fraude contre le gouvernement du Nigeria Rôle majeur d'un citoyen du Saguenay-Lac-Saint-Jean

QUÉBEC — L'homme d'affaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean soupçonné d'avoir trempé dans la gigantesque fraude de 95 millions \$ contre le gouvernement du Nigeria a joué un rôle prépondérant dans ce complot, indiquent les mandats de perquisition obtenus par la Sûreté du Québec.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

L'individu de 56 ans — dont l'identité ne peut être dévoilée puisqu'aucun mandat d'arrestation n'a encore été émis contre lui — a eu des contacts étroits avec Jocelyn André Dubois, ce résident de Sainte-Foy actuellement incarcéré à Londres relativement à cet-

te affaire. Ce dernier aurait agi en quelque sorte comme son représentant à l'étranger.

L'enquête menée par Scotland Yard a permis de découvrir que les deux chèques de 47,5 millions \$ US chacun, datés du 10 février et tirés de la Central Bank of Nigeria, étaient payables à la compagnie à numéros 2746-9535 Québec inc.. Or, cette firme, située au 1405, Saint-Jean-Baptiste, local



JOCELYN ANDRÉ DUBOIS

114, à Québec, appartient au principal suspect, résidant à Hébertville.

Cette même compagnie à numéros figurait d'ailleurs sur l'entête de la procuration exhibée par Dubois à « Andy », l'agent double du Scotland Yard venu le rencontrer dans un hôtel de Londres, le 31 mars dernier. Les enquêteurs avaient réussi à remonter jusqu'à Dubois après qu'un autre complice, Ambrose Igbanou, 37 ans, se soit mis à table.

Une erreur d'adresse dans la livraison des chèques avait amené une messagerie londonienne à ouvrir l'enveloppe, destinée à l'origi-

ne à Igbanou. Une fois mis au couplant par la Federal Reserve Bank de New York qu'il s'agissait de faux chèques et que la bonne adresse ait été découverte (c'était la porte d'à côté...), Scotland Yard fit livrer l'enveloppe sous étroite surveillance policière. C'est à cet endroit que fut cueilli Igbanou, un Nigérien habitant l'Angleterre depuis 18 ans.

Sa collaboration a vite permis de remonter jusqu'à Dubois qui, peu de temps après, téléphona à l'heure convenue à Igbanou pour l'informer de la façon de lui transmettre les précieux chèques.

C'est finalement l'agent double

« Andy » qui rencontra Dubois dans un hôtel de Londres, après qu'un premier rendez-vous eut avorté. Dubois se trouvait alors en compagnie d'un complice, Niran Oluwasanmi, 50 ans, sans adresse connue.

L'agent double put alors prendre connaissance d'une procuration datée du 30 mars et signée de la main de l'homme d'affaires de Chicoutimi. Ce document autorisait Dubois à « recevoir, collecter et transporter des documents bancaires, c'est-à-dire des chèques totalisant 95 millions \$ US tirés sur la Central Bank of Nigeria en faveur de notre compagnie 2746-9535 Québec inc. et de nous remettre ces chèques à son arrivée au Canada. »

Notes d'hôtels payées

Le document juridique dont LE SOLEIL a obtenu copie indique noir sur blanc que l'homme d'affaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean a payé entièrement avec sa propre carte de crédit le séjour de Dubois et d'Oluwasanmi dans de luxueux hôtels de Lagos et Londres. Quatre transferts d'argent par mandat, totalisant 4700 \$, ont également été effectués à Dubois par son complice québécois.

Une lettre datée du 20 février 1992, envoyée à Dubois par un supposé docteur Owen Godson, fait même savoir que la transaction pour se faire la semaine suivante et « d'aviser » X (l'homme d'affaires québécois) « d'être calme »...

Grâce aux renseignements fournis par Dubois et ses deux complices, l'Escouade des crimes économiques de la Sûreté du Québec a pu mener rondement plusieurs perquisitions au domicile du premier, rue Francheville, à Sainte-Foy, ainsi qu'à la résidence de l'homme d'affaires, à Hébertville, et dans ses commerces de Chicoutimi (Glenayre Communication) et de Québec (Recherche et Développement technologique et 2746-9535, tous deux situés dans l'avenue Saint-Jean-Baptiste). Une foule de documents — livres comptables, comptes, correspondance, reçus — ont été saisis à ces endroits.

La SQ joue de prudence

Malgré les preuves qui montrent le rôle crucial joué par le quinquagénaire de Hébertville, la Sûreté du Québec joue la carte de la prudence pour expliquer pourquoi aucun mandat d'arrestation n'a encore été émis contre lui.

« Avant d'agir trop rapidement, nous allons concentrer nos énergies à étudier minutieusement les boîtes de documents saisies afin d'étoffer nos preuves et d'être capables d'établir une conspiration entre les individus incarcérés et ceux en liberté, ce que soit au Québec ou au Nigeria », explique le relationniste Camil Gagnon.

« Il n'est pas urgent de l'arrêter pour l'instant, nous avons assez de matériel. Il a déjà été rencontré et nous savons qu'il ne s'enfuiera pas. Il est le premier à dire qu'il se sent à l'aise dans cette histoire et qu'il n'est pas coupable. »

Les « cartes » de criminels interdites au Canada

OTTAWA (PC) — On n'acceptera pas au Canada les cartes à collectionner d'origine américaine qui illustrent les auteurs de meurtres multiples et d'autres criminels, a fait savoir hier le ministre du Revenu, Otto Jelinek.

« Nous agissons aussi rapidement que possible pour les empêcher d'entrer au pays », a indiqué le ministre à un groupe de journalistes.

Les Douanes canadiennes peuvent interdire l'entrée au pays de matériel obscène en vertu de la Loi sur les tarifs, si la division des importations de Revenu Canada le juge opportun.

« Les agents des douanes ont déjà reçu l'ordre de retenir les expéditions de ces cartes jusqu'à ce que mon ministère ait obtenu l'autorité suffisante pour ordonner leur interdiction », a ajouté M. Jelinek.

« On ne peut pas tolérer de telles ordures dans un pays civilisé... elles sèment la violence », a-t-il noté.

Un mécanisme sera mis en place — le plus tôt possible — pour les intercepter à la frontière, a-t-il dit.

L'ÉTÉ INTÉGRAL

Acura Integra RS modèle DA934, 1992

L'INTÉGRA D'ACURA

15 495 \$*

climatiseur ou planche à voile au choix**

L'Integra d'Acura à tout pour plaire, belle, fiable et dotée d'une excellente valeur de revente, elle a été classée par l'APA, parmi les meilleurs choix des compactes recommandées, (Roulez sans vous faire rouler).

Cette offre est pour un temps limité.

* transport et taxes en sus
** la planche à voile illustrée ici, n'est pas nécessairement celle offerte en prime.

LE MONDE ACURA
L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES ACURA DU QUÉBEC

ACURA OPTIMA
4901, boul. des Galeries
QUÉBEC
622-8180

ACURA
LES VÉHICULES CONSTRUITS EN MANÈGE MAÏRE

ACURA DE LEVY
164, route Kennedy
LEVIS
835-1311

Chez Bovet, les générations se suivent...

La Fête des Pères dimanche 21 juin

T-SHIRT "ULTRA BLEND" de ARROW. P-M-G-TG.
prix courant jusqu'à 36\$
24,99*

SHORT de poly-coton.
Tailles 32 à 46.
prix courant 45\$
29,99*

CHEMISE SPORT de poly-coton. Tailles P-M-G-TG.
prix courant jusqu'à 48\$
34,99*

PANTALON de coton.
Motifs et teintes variés.
Tailles 30 à 46.
prix courant jusqu'à 95\$
59,99*

SPÉCIAL DE LA FÊTE DES PÈRES
BLOUSON LUHTA À VERT et marine
Tailles P à TG.
Prix courant 195\$ pour **97,50**

"On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même" ...alors offrez-lui un certificat-cadeau BOVET Disponibles en coupures de 25\$, 50\$ et 100\$

Bovet

QUÉBEC

* Léger supplément pour tailles fortes et élancées	● Centre Rockland 735-5441	● 4475 bd Métropolitain 374-4555	● Place Ste-Foy 653-6255
● Galeries d'Anjou 353-6310	● Carrefour Laval 687-1670	● Fairview Pte-Claire 694-9050	● Galeries de la Capitale 627-5730
● Centre Eaton 849-9281	● Promenades St-Bruno 653-3100	● Carrefour Angrignon 366-0762	● Place Fleur de Lys 522-4057

LE MONDE

Des remous en Libye

PARIS (AFP, Reuter) — Deux mois après l'entrée en vigueur des sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies à la Libye pour son soutien au terrorisme aérien, des événements insolites révélateurs de remous politiques profonds se déroulent depuis 24 heures dans ce pays où la direction du colonel Mouammar Kadhafi est violemment critiquée.

Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Mouammar Kadhafi en 1969, une attaque est menée dans les médias officiels libyens contre sa politique « arabiste et islamiste ». L'agence JANA a diffusé hier un pamphlet publié par le journal *Al-Jamahiriya*, qui appelle notamment à « traiter avec les États-Unis plutôt qu'avec les Arabes ».

Le pamphlet, intitulé « Excusez-nous Mouammar », fait suite à un précédent article de la même veine diffusé par JANA, mais qui ne nommait pas le dirigeant libyen. Ces textes font partie, selon JANA, d'une série d'éditoriaux publiés par l'organe des « comités révolutionnaires libyens » pour « mettre à nu la réalité » du monde arabe.

Cette attaque contre le numéro un libyen vise apparemment la gestion de la crise provoquée par la demande d'extradition américano-britannique de deux Libyens, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre un avion de la Panam en 1988 au dessus de Lockerbie en Écosse (270 morts).

Un diplomate européen en poste à Tripoli estime que Mouammar Kadhafi a monté un tel scénario contre lui pour préparer l'opinion à de possibles décisions spectaculaires à cette occasion — peut-être la remise des deux suspects.

Vers une extradition?

Le colonel Kadhafi doit se prononcer aujourd'hui, à l'occasion d'une réunion du Congrès général du peuple (parlement), sur l'extradition des deux Libyens.

De source diplomatique arabe au Caire, on indique que Tripoli traverse une crise politique majeure née d'un désaccord entre le dirigeant libyen et le numéro 2 de son régime, le commandant Abdessalam Jalloud, sur la ligne à suivre dans l'affaire du Boeing.

Selon ces sources, le colonel Kadhafi serait prêt, sur les conseils de certains pays arabes dont l'Égypte, à assouplir sa position au sujet de cette extradition, tandis que le commandant Jalloud et ses amis s'y opposeraient fermement. Ceux-ci seraient prêts à

aller jusqu'à un renversement du colonel.

Enfin, toujours selon ces sources, il existerait un troisième groupe, lui aussi opposé à toute concession aux Occidentaux dans l'affaire du Boeing mais qui maintiendrait son soutien au colonel Kadhafi tout en lui demandant d'importants changements politiques et économiques.

Une partie du texte de JANA déplore que « les ennemis de l'arabisme et de l'Islam assiègent les Libyens », ceux-ci ne trouvant « aucun appui » parmi les musulmans « qui les empêchent d'accomplir leur pèlerinage ». Elle vise les pays arabes, et en particulier l'Arabie saoudite, qui appliquent l'embargo aérien contre Tripoli et exprime la désillusion des Libyens.

Au sujet des rumeurs sur les intentions du colonel Kadhafi, l'hebdomadaire satirique français *Le Canard Enchaîné* a indiqué hier que le dirigeant libyen aurait fait savoir qu'il serait prêt à laisser partir pour « l'État souverain écossais » les deux Libyens dont l'extradition est demandée par la justice britannique.

Cette formule permettrait à M. Kadhafi de sauver la face, en ne donnant pas l'impression de céder à la Grande-Bretagne.



Nouveau PM en Thaïlande

Le Roi Bhumibol Adulyadej de Thaïlande, dans une intervention spectaculaire pour tenter de dénouer la crise politique dans laquelle se trouve son pays, a nommé hier premier ministre pour la deuxième fois en quinze mois, M. Anand Panyarachun, un diplomate, homme d'affaires et médiateur de 59 ans. Cette nomination a causé la surprise à Bangkok, où l'on s'attendait à la désignation d'une personnalité proche des militaires. Mais, trois semaines après de violentes émeutes anti-gouvernementales au cours desquelles l'armée a tiré sur la foule, le roi a choisi la modération.

Havel va solliciter un autre mandat à Prague

PRAGUE (AFP, Reuter) — Le président tchécoslovaque Vaclav Havel, malgré l'opposition du leader slovaque Vladimir Meciar à sa candidature, a confirmé hier qu'il « n'avait pas changé sa décision de se présenter à la fonction de chef de l'État », le mois prochain.

M. Havel, lors d'une rencontre au Palais Lichtenstein à Prague avec les représentants de la commission électorale, a par ailleurs indiqué qu'il « invitait les représentants de l'ODS et ceux du HZDS à venir ensemble l'informer aujourd'hui à l'issue des négociations sur la formation d'un gouvernement fédéral de coalition des résultats de leurs discussions », selon la même source.

Le Parti démocratique civique (ODS, tchèque) de Vaclav Klaus et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS, slovaque) de Vladimir Meciar, les deux grands gagnants des élections, ont décidé de poursuivre leurs négociations aujourd'hui à Prague, après un échec lundi.

M. Meciar avait fait savoir, plus

tôt hier, qu'il ne souhaitait pas rencontrer M. Havel aujourd'hui, et qu'une délégation du HZDS irait au rendez-vous sans lui. Il avait attribué sa décision aux « prises de positions de M. Havel ».

Le HZDS a exprimé son accord pour que le futur président de la république, élu par l'Assemblée fédérale, soit un Tchéque, mais a indiqué que ses députés ne voteraient pas pour M. Havel.

Quant à M. Meciar, il n'a pas épargné non plus hier le chef de file de la droite tchèque Vaclav Klaus qui a, selon le chef du HZDS, « rompu l'accord tacite passé lundi à Brno » qui prévoyait de ne pas informer séparément la presse « avant qu'un accord soit réalisé » entre les partis vainqueurs des élections législatives tchèque et slovaque.

FINIS DE LIGNES!

ÉCOULEMENT D'APPAREILS- PHOTO!

PRIX LES PLUS BAS!

ACHATS SPÉCIAUX!

REMISE DE BONIS!

GARANTIE 90 JOURS DU PLUS BAS PRIX S'ÉTEND AUX ETATS-UNIS!

<p>Canon EF-M • Appareil-photo 35mm type monoréflexe • Programmé avec 2 modes AE & manuel • Priorité ouverture ou priorité vitesse • Avancement & rebobinage motorisés intégrés</p> <p>ÉPARGNEZ 100\$ 249⁹⁹</p>	<p>Canon JOY • Appareil-photo 35mm entièrement automatique • Fonction de prises multiples • Retardateur et flash incorporé • Pile au lithium incluse</p> <p>ÉPARGNEZ 30\$ 99⁹⁹</p>
<p>PENTAX ZOOM 105R SUPER DATE • Appareil-photo 35mm entièrement automatique • Objectif zoom 38-105mm macro incorporé • Rebobinage et chargement automatiques</p> <p>BONI GRATUIT EN MAGASIN!</p> <p>349⁹⁹</p>	<p>PENTAX ZOOM 60X • Entièrement automatique avec zoom macro 38 à 80mm • Minuterie à 3 étapes • Mise au point, avancement, rebobinage et flash automatiques</p> <p>BONI GRATUIT EN MAGASIN!</p> <p>179⁹⁹</p>
<p>PENTAX DL-80 DATE • Appareil-photo compact à mise au point automatiques • Flash et rebobinage automatiques • Imprime la date sur vos photos!</p> <p>FILM, PILES & COURROIE COMPRIS</p> <p>99⁹⁹</p>	<p>PENTAX DL-90 DATE • Zoom 38-85mm • Avancement et flash automatiques • Imprime la date sur vos photos!</p> <p>FILM, PILES & COURROIE COMPRIS</p> <p>199⁹⁹</p>
<p>BUSHNELL ENSIGN 16 X 50 • Construction légère et design robuste • Comprend étui de voyage • Champs de vision 198°</p> <p>ÉTUI FANNY OLYMPIC '92 GRATUIT</p> <p>ÉPARGNEZ 50\$ 49⁹⁹</p>	<p>PENTAX 10 X 24 COMPACT • Jumelle compact • Comprend étui</p> <p>ÉPARGNEZ 20\$ 99⁹⁹</p>
<p>Polaroid SPECTRA • Mise au point, flash et exposition automatiques • Modèle compact • Déclencheur à retardement</p> <p>PAQUET DE 3 FILMS GRATUIT QUANTITÉS LIMITÉES</p> <p>139⁹⁹</p>	<p>Polaroid IMPULSE AF • Mise au point automatique • Flash escamotable • Déclencheur à retardement</p> <p>PAQUET DE 2 FILMS GRATUIT QUANTITÉS LIMITÉES</p> <p>89⁹⁹</p>

TRÉPIED ET ÉTUI GRATUITS! À L'ACHAT D'UN CAMÉSCOPE

<p>Canon E61 • Objectif zoom 8X • 180° Flexigrip • Générateur de caractères • Obturateur de haute vitesse • Contrôleur sans fil</p> <p>COMMANDE À DISTANCE COMPRISE</p> <p>799⁹⁹</p>	<p>SONY CCD-TR51 • Plus petit caméscope compact • Mise au point automatique macro • Obturateur à grande vitesse • Fondu • Superposition 1 titre défiler 8 couleurs • Stéréo Hi-Fi</p> <p>COMMANDE À DISTANCE COMPRISE</p> <p>999⁹⁹</p>
--	--

AUCUN PAIEMENT POUR 90 JOURS SUR LES ACHATS DE 300\$ ET PLUS SUR APPROBATION DE CRÉDIT

ASTRAL photo

DÉVELOPPEMENT 1 HEURE

Place Québec..... 529-8238	Place Laurier..... 653-6089
Place Fleur de Lys..... 529-2541	Galeries Chagnon..... 833-0848
Galeries de la Capitale... 627-5857	

MAISON DES SEMICONDUCTEURS

MAC TURBO	OPTION PROFESSIONNELLE
SYSTÈME DE BASE	1mo de mémoire 39,99\$
	Disque rigide 120 mo 210\$
	Carte SVGA 1mo 60\$
	Moniteur SVGA .28 100\$
	Souris Microsoft 39,95\$
	SYSTÈME D'OPÉRATION
	MS Dos 5.0 français 125\$
	Windows 3.1 anglais 135\$
	IBM OS/2 V2.0 anglais 249,99\$
	NX-1001, 9 pins, 180 cps 179\$
	NX-1020 couleur 259\$
	Starjet SJ-48 429\$
	NX-2430, 24 pins, 240 cps 349\$
	11 police resident, 360dpi, silencieux

1 845\$

PLAZA LAVAL
2750, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
659-7767

Nous battons tous les prix de la concurrence

SUR DES MODÈLES ÉQUIVALENTS!

Geo STORM 1992

11 869\$*

*Préparation et rabais GM inclus. Transport et taxes en sus.

Avant d'acheter... Comparez les prix MARLIN. Étudiant... Remise additionnelle de 750\$, si admissible.

MARLIN
Chevrolet Oldsmobile inc

Service de nuit jusqu'à 3h du matin du lundi au jeudi

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec **688-1212**

FAUBOURG SIGNATURE

10% à 50%

sur collections printemps-été

* Plan de financement disponible.

Complexe Germain-des-Prés Sainte-Foy 657-6696	Promenade du Vieux-Québec 43, rue Buade 692-5061
---	--

Soldats américains attaqués au Panama

PANAMA (AFP, AP) — Un soldat américain a été tué et un autre blessé par balle hier au Panama, ont indiqué des sources officielles, à la veille d'une visite du président George Bush qui a suscité des manifestations hostiles dans la population.

À Washington, le Pentagone a confirmé la mort du militaire et déclaré qu'un troisième soldat avait peut-être aussi été blessé ainsi qu'un Panaméen de 12 ans.

L'attentat n'a pas été revendiqué. Il a été commis par trois inconnus qui circulaient à bord d'une voiture japonaise depuis laquelle ils ont tiré avec des fusils d'assaut sur le véhicule transportant les soldats américains, selon les mêmes sources.

Les faits se sont produits à Chilibre (21 km à l'ouest de Panama), selon la télévision.

Ces affrontements semblent liés à la visite de George Bush, qui avait ordonné l'intervention de l'armée américaine au Panama en décembre 1989. Bon nombre de Panaméens n'ont pas encore pardonné à Washington les centaines de pertes de vie ainsi que les dégâts matériels dus à cette



Un policier panaméen montait la garde hier autour des débris d'un véhicule militaire américain dans lequel un soldat a été tué et un autre blessé à la veille de la visite officielle du président George Bush.

invasion qui visait à détrôner le dictateur et trafiquant de drogue Manuel Noriega.

Le président Bush, qui ne fera qu'une escale de six heures dans le pays avant de se rendre au sommet de la Terre à Rio de Janeiro, a déploré l'incident. « Chaque fois qu'un soldat américain est blessé c'est grave, tué c'est encore pire », a répondu M. Bush à une question de la presse à la Maison Blanche. M. Bush a précisé.

À l'occasion de sa première visite dans ce pays depuis 1978, le président des USA doit rencontrer son homologue panaméen Guillermo Endara.

Le Panama fait face à un taux de chômage de 12 à 16% cependant que la moitié de ses 2,4 millions d'habitants vivent sous le seuil de la pauvreté.

Plusieurs centaines d'étudiants ont également manifesté hier pour la deuxième journée consécutive dans la capitale panaméenne contre la visite de président Bush, bloquant des rues avec des barricades et incendiant drapeaux US et une voiture appartenant à un ressortissant américain.

Il y eut six arrestations et la police a battu un homme avec un pistolet. Plus tôt, une attaque contre la base américaine n'avait pas fait de blessés.

Le Commandement de la zone sud de l'armée des États-Unis, qui contrôle les opérations militaires américaines pour l'Amérique latine, est basé au Panama, et quelque 10 000 soldats américains sont actuellement stationnés le long du canal.

Le parlement haïtien appuie Marc Bazin

PORT-AU-PRINCE (AP, AFP) — Les membres de la Chambre des députés d'Haïti ont ratifié hier à Port-au-Prince le choix de Marc Bazin, 60 ans, comme nouveau premier ministre en remplacement de Jean-Jacques Honorat. Le Sénat haïtien avait déjà ratifié le 5 juin dernier le choix de M. Bazin.

Le vote boycotté par la moitié de la députation gagnée au président déchu Jean-Bertrand Aristide a été acquis par 44 voix pour contre 4 sur 48 députés présents, grâce au soutien de dernière minute du Bloc socialiste. Le processus de ratification avait été suspendu mardi à la demande des socialistes qui voulaient élargir le consensus à tous les secteurs de la vie politique haïtienne.

Pour devenir premier ministre en titre, M. Bazin devra maintenant se présenter devant les deux chambres du Parlement pour obtenir un vote de « confiance » sur sa déclaration de politique générale. Le vote aura lieu au scrutin public et à la majorité absolue de chacune des deux chambres selon la constitution haïtienne.

Bazin avait été proposé dans le cadre d'un accord conclu en mai entre les parlementaires et la junte militaire. Selon cet accord, le président Joseph Nérette devra notamment quitter le pouvoir, qui restera vacant pour une période indéfinie.

L'Organisation des États

américains (OEA) avait dénoncé cet accord comme « une continuation du coup d'Etat » et réclamé le retour du président Jean-Bertrand Aristide, évincé par la junte en décembre 90.

M. Bazin, un ancien expert de la Banque mondiale qui avait terminé second de l'élection présidentielle de décembre 90 derrière le père Aristide, devra désormais constituer un nouveau gouvernement et se présenter devant les deux chambres du Parlement pour obtenir la confiance.

Aristide est connu pour détester Bazin. Il résistera vraisemblablement à tout compromis avec lui. Quant à l'armée, elle perçoit Bazin comme un politicien capable de négocier avec Aristide sans faire trop de concessions.

Entretemps, mille cinq cent trente-neuf Haïtiens ont sollicité le « statut de réfugié » à l'ambassade américaine à Port-au-Prince, depuis que les États-Unis ont demandé à leur représentant en Haïti de recevoir les citoyens qui se sentiraient en danger, annonçant hier un communiqué de l'ambassade.

avis Retrait d'autorisation

Conformément aux dispositions de l'article 72 de la Loi électorale, le Directeur général des élections donne avis qu'il a retiré à compter du 11 mai 1992 l'autorisation de l'instance du NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC de la circonscription suivante:

CIRCONSCRIPTION	NOM DU REPRESENTANT OFFICIEL	DATE DU RETRAIT
Jean-Talon	Jean Dufresne	11 mai 1992

Le Directeur général des élections du Québec

Pierre-F.-Côté, C.R.

Pour plus de renseignements, composez sans frais 1-800-461-0422

Autos Laurier Inc.
Ste-Foy 681-4631

Autos A. Gosselin Inc.
St-Nicolas, Québec
831-2050

Plus bas que ça, tu meurs!

C'est le temps de vous procurer une importée à un prix sacrifié.

PRIX D'ÉCOULEMENT
11 941 \$*
à partir de **11 941 \$*** incluant la remise du fabricant



Eagle 2000 GTX

«Une voiture à découvrir!»
— Denis Duquet, le Guide de l'Auto 1992

Tout le stock doit être écoulé d'ici le 30 juin!

Maisonveuve Automobiles Inc.
Québec, Québec 529-8135

Importée de
MITSUBISHI

- Moteur 2 L à injection électronique multipoint
- Direction assistée à crémaillère
- Boîte manuelle à cinq rapports et surmultipliée
- Freins assistés, à disques ventilés à l'avant
- Colonne de direction inclinable
- Système de transmission intégrale en option

Modèle illustré légèrement différent.

1115
360

Jeep
Eagle



* Prix pour le modèle avec groupe d'options n° 214 incluant le rabais du fabricant de 1 000\$. Transport, préparation, immatriculation et taxes en sus. Cette offre s'applique uniquement au modèle 2000 GTX 1992 en stock chez le concessionnaire participant et ne s'adresse qu'aux particuliers; elle annule et remplace toute offre antérieure et ne peut être combinée étant à application exclusive; elle est à durée limitée, en vigueur du 26 mai 1992 jusqu'au 30 juin 1992. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. L'acheteur peut choisir le taux de crédit du fabricant au lieu de la remise. Voir le concessionnaire participant pour tous les détails.

LES ÉTOILES

UN CADEAU PARFAIT POUR PAPA

POUR LA FÊTE DES PÈRES VOICI QUELQUES SURPRISES:

BERMUDAS, CHEMISES, PANTALONS DE COTON, BLOUSONS, COMPLETS D'ÉTÉ ET ACCESSOIRES

JUSQU'À 50% DE RABAIS

PLACE VERSAILLES • CARREFOUR LAVAL • LA PLACE VERTU • PROMENADES SAINT-BRUNO • 804, RUE SAINTE-CATHERINE EST • 1123, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST • CARREFOUR ANGRIGNON, LASALLE • MAIL CHAMPLAIN, BROUSSARD • GALERIES RIVE-NORD, REPENTIGNY • CARREFOUR RICHELIEU, ST-JEAN SUR LE RICHELIEU • CARREFOUR DU NORD, ST-JÉRÔME • CENTRE FAIRVIEW • CENTRE COMMERCIAL ST-LAURENT, OTTAWA • PLACE LAURIER, QUÉBEC • LES GALERIES DE LA CAPITALE, QUÉBEC

Une autre bombe à Londres

LONDRES (d'après Reuter) — Un attentat à la bombe a endommagé plusieurs magasins hier soir en plein coeur de Londres, dans une rue proche du Parlement britannique, a annoncé la police. Il n'y a pas eu de blessés.

Plusieurs responsables politiques ont mis en cause l'Armée républicaine irlandaise (IRA) car la Chambre des communes avait

prorogé dans la journée les mesures de lutte anti-terroriste en Irlande du Nord.

La bombe avait été placée non loin de l'endroit d'où un comman-

do de l'IRA avait tiré au mortier sur les bureaux du premier ministre John Major, en février 1991, le ratant de peu.

Dimanche dernier, l'organisation irlandaise avait fait exploser une bombe devant le Royal Festival Hall, l'une des plus célèbres salles de concert de la capitale britannique.

Un porte-parole de Scotland Yard a précisé que l'unité anti-terroriste avait été dépêchée sur place et le quartier bouclé.

Si la déflagration n'a pas fait de blessés, elle a cependant soufflé les vitrines de plusieurs magasins à proximité de Victoria Street.

« Faire parler les bombes et les fusils ici est aussi déplacé que de le faire à Sarajevo. Ces gens-là font ça pour la publicité », a déclaré sur place le député conservateur Peter Bottomley, ancien secrétaire à l'Irlande du Nord.

Bob Mulligan, un employé des Postes de 52 ans, a raconté que l'engin avait explosé à moins de 20 mètres de lui. « Je l'ai échappé belle. À 15 secondes près, ça y était », a-t-il dit.

La dernière opération d'envergure de l'IRA à Londres remonte au 10 avril, quand une voiture piégée a tué trois personnes peu après la victoire inattendue des conservateurs aux élections législatives.



Les légumes dans la rue

Un groupe de cultivateurs français ont jeté leurs légumes en face des quartiers généraux de la police de Nantes, hier, afin de capter l'attention sur les prix à la baisse et de poursuivre leur campagne nationale contre la réforme de la politique agricole de la Communauté économique européenne (CEE).

En Bref

■ 52 morts en Ukraine

MOSCOU (AP) — L'explosion due au méthane qui s'est produite mardi dans une mine de charbon de l'est de l'Ukraine, dans la région de Krasnodon, a fait 52 morts, selon un nouveau bilan publié mercredi par un membre du comité de grève du Donbass, une organisation permanente qui représente de nombreux mineurs. Viktor Choumyatsky a précisé que 25 autres mineurs étaient toujours hospitalisés, dont neuf dans un état critique.

■ Un nouvel élu azéri

MOSCOU (d'après Reuter) — Aboulfaz Eltchibei, 53 ans, leader du Front populaire (nationaliste) a été élu président de l'Azerbaïdjan, selon les premiers résultats officiels publiés hier. L'agence azérie Assa-irada, citant la Commission centrale électorale de l'ex-URSS, a annoncé qu'Aboulfaz Eltchibei, anticommuniste notoire et partisan de la paix avec l'Arménie avait obtenu 59% des voix lors du suffrage de dimanche, contre 34% à son principal rival, le populiste Nizami Souleimanov.

■ Soldate violée en Irak

WASHINGTON (AP) — Une soldate membre de l'armée de terre américaine a été violée « vaginalement, manuellement et analement » par des Irakiens pendant la guerre du Golfe. Le major Rhonda Cornum avait été capturée après que son hélicoptère eut été abattu au-dessus de l'Irak. Elle a estimé que cet incident faisait partie « des dangers inhérents à la guerre ».

■ Mort de l'agence UPI?

NEW YORK (Reuter) — L'agence de presse américaine United Press International (UPI) a annoncé qu'elle mettrait fin à ses activités demain, à moins de trouver de nouveaux financements d'ici cette date. Cette décision fait suite à la volte-face du télévangéliste Pat Robertson qui avait renoncé quelques heures auparavant à reprendre l'agence, actuellement en faillite.

■ L'Amérique chinoise?

BEIJING (AP) — Le Quotidien du Peuple affirme dans son édition d'hier que les Chinois ont découvert l'Amérique il y a plus de 3000 ans et que les Indiens d'Amérique sont les descendants de Chinois du royaume de Yin dans la province centrale du Henan. L'article est signé par un essayiste célèbre, Feng Yingzi, qui entend contrer la thèse « impérialiste » selon laquelle Christophe Colomb a découvert l'Amérique en 1492.

2700 BOUL LAURIER
SAINTE-FOY

Asuna

659-6420

BOUL CHAREST
Sortie Blaise Pascal
Entre Pontivy et Duperré

Asuna

659-6420

SUNBIRD LE 2 PORTES (neuf)

Pour un temps limité



5 vitesses
Frein antiblocage
Radiocassette
Verrouillage automatique des portes

8 995 \$*

500 \$
Rabais aux diplômés
d'une école
de conduite si admissibles

750 \$
de rabais aux
étudiants si
admissibles

**OUVERT
LE SAMEDI**

* Tous les rabais inclus

* Transport et frais de livraison en plus

LE CONCESSIONNAIRE LE PLUS OUVERT

Ouvert tous les jours de la semaine de 9h à 21h; le samedi de 9h à 17h

1 an pour payer* sans intérêt

OU

PAS DE TPS



RABAIS DE 500 \$

SCOTT

Une occasion exceptionnelle de vous procurer une chaîne stéréo de haut calibre, à motif prix... Le résultat d'un travail acharné à rechercher les meilleures occasions pour notre clientèle.

RECEPTEUR à télécommande, puissance totale de 110 watts, entrées: phono, CD/DAT, TV/VCR, cassette, 24 mémoires de stations, syntonisation à quartz, sortie chaîne stéréo ambiophonique, correcteur graphique 7 bandes.

CASSETTOPHONE double à auto-inversion, lecture continue et transfert rapide, sélecteur de ruban, Dolby B.

LECTEUR AUDIOMÉTRIQUE, 3 faisceaux laser, programmable, fonctions: recherche (2 modes), répétition (3 modes) et lecture aléatoire.

ENCEINTES ACOUSTIQUES SOUND DYNAMICS d'une puissance et d'une précision impressionnantes.

599



**200 \$ d'accessoires
et cours d'initiation
GRATUIT**

Le caméscope Canon E61, avec télécommande, lentille zoom 8X à fonction macro, son haute-fidélité, image de grande précision et 200 \$ d'accessoires gratuits, plus un cours d'initiation à l'Institut vidéo d'art Marie-Andrée Cossette.

RABAIS DE 100 \$

799

840, Bouvier, via de la Capitale
(sortie Pierre-Bertrand Nord)
2, Saint-Jean
(angle Saliaberry)

627-0840
524-8431



599

ALPINE

Le son ALPINE... vous connaissez?

Si oui, vous connaissez la valeur de cet équipement comprenant: un puissant ampli de 26 watts, modèle 3503, une autoradio AM/FM cassette stéréo modèle AL7150 à auto-inversion, à mémoire et touches sensorielles, 2 haut-parleurs à 2 voies de 6x9 po, 60 watts, et 2 haut-parleurs à 2 voies de 4 po, dual cone. Si non... vous ratez quelque chose!

RABAIS DE 200 \$

* Conditionnel à l'approbation du service de crédit. Vous pouvez payer en 12 versements mensuels, sans intérêt, ou... épargnez la TPS si vous payez comptant ou par carte de crédit. Applicable à plusieurs articles de 399 \$ et plus en magasin.

**INSTALLATION ET SERVICE
SAINT-JEAN 522-2011 • BOUVIER 622-2655**



ÉDITORIAL

La révolte du citoyen américain

Le favori des électeurs américains n'est pas encore candidat officiel. Mais Ross Perot, le milliardaire texan, fait trembler le pays. Frappant à gauche comme à droite, méprisant publiquement autant les politiciens que les affairistes d'un jour qui sabotent l'économie nationale, il cause la panique dans les deux camps traditionnels, chez George Bush comme chez Bill Clinton.

L'élite politique n'a pris au sérieux le phénomène Perot que la semaine dernière. Le troisième candidat, considéré comme une passade de mauvais goût par les grands médias d'information, se retrouva subitement au premier rang au soir des primaires de Californie, auxquelles il ne participait même pas, grâce à la magie des sondages effectués à la sortie des bureaux de scrutin.

Le cas Perot dépasse le strict engouement occasionnel. Dans tous les États, des bataillons de volontaires recueillent les milliers de signatures nécessaires pour inscrire son nom sur les bulletins de vote des présidentielles de novembre prochain. Et cette campagne fonctionne à merveille.

Le phénomène peut durer, tout comme il peut s'éclipser après le début de la vraie campagne électorale, après la Fête du travail. Mais méfions-nous des leçons du passé, dans ce cas-ci, et des échecs patents de tous ceux qui ont tenté de court-circuiter le bipartisme américain.

Qu'est-ce qui fait donc courir Ross Perot? Simple, la radicalisation des Américains moyens désespérés du blocage de la vie politique dans leur pays.

L'apathie croissante des électeurs a fait place, à la première occasion, à une véritable antipathie pour tous ceux qui détiennent le pouvoir, tous partis confondus, soutenait le politologue Theodore Lowi dans une entrevue au *New York Times*.

La candidature Perot mord dans les deux camps, ce qui rend imprévisible son impact électoral dans le contexte d'une lutte à trois. Mais ce pourfendeur de l'ordre politique établi reconnaît malgré tout, ce qui peut lui jouer un mauvais tour, l'existence de certaines règles du jeu.

Comme nul n'a jamais gagné des élections avec des prières, il a embauché deux organisateurs des plus traditionnels, Hamilton Jordan (démocrate) et Ed Rollins (républicain) pour organiser la distribution des 100 millions \$ de sa fortune personnelle qu'il se dit prêt à dépenser pour se faire élire.

M. Perot tient sa force de son discours. Il ne blâme ni les Japonais ni les travailleurs pour expliquer les difficultés des États-Unis. Il s'en prend plutôt à l'ensemble du gouvernement et aux milieux financiers. Scandales bancaires incessants, ruée sur les titres à haut risque (*junk bonds*), salaires et redevances disproportionnés pour les PDG, tout cela a choqué les Américains.

Des solutions concrètes, M. Perot n'en apporte aucune. Comment réduire le déficit budgétaire? En éliminant les abus! Le simplisme de la réponse ne la rend pas inacceptable aux yeux des Américains. Ils ont la conviction profonde que le cœur du problème réside dans l'incompétence et l'ineptie des politiciens et de la machine administrative. La notion de bon gouvernement ne s'inscrit pas dans le paysage mental américain.

Le candidat en puissance n'a pas de programme? *So what!*, répondront les Américains. Ronald Reagan ou George Bush non plus.

Dans le contexte d'un régime politique fondé sur la séparation des pouvoirs et où personne ne peut décider unilatéralement d'une politique, ils fondent leur jugement avant tout sur la personnalité des candidats. Pourquoi Perot devrait-il leur donner un programme plus élaboré que celui de ses adversaires, après tout?

RAYMOND GIROUX

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef:

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS

Directeur de l'édition:

MICHEL AUDET



Des élections à l'automne? Voyons donc!

La suffi que Claude Ryan réfléchisse tout haut à la meilleure façon de trancher le débat constitutionnel pour que certains voient poindre des élections générales plutôt qu'un référendum au Québec, l'automne prochain. Personnellement, je n'y crois pas du tout.

Voici ce que M. Ryan a dit aux journalistes, mardi: « Toutes ces choses devront être tranchées par la population, soit à l'occasion d'un référendum, soit à l'occasion d'élections générales. Ça pourrait très bien être les deux consécutivement, simultanément ou séparément. Ça peut être au Canada. Ça peut aussi être au Québec. Il y a toutes sortes de possibilités ».

Évidemment, avec un éventail pareil, M. Ryan n'a pas beaucoup de chances de se tromper. La seule hypothèse qu'il semble exclure, c'est qu'il ne se passe rien du tout cet automne.

Ça faisait un bout de temps qu'on n'avait pas spéculé sur la possibilité d'élections anticipées. En fait, depuis la mi-octobre, quand le premier ministre Bourassa avait profité d'une visite en Abitibi pour annoncer - quelle nouvelle! - qu'il n'y aurait pas d'élections en 1991.

C'est donc qu'il y en aura à coup sûr en 1992, avaient conclu certains observateurs. La Presse avait même tiré un éditorial: « Le pari électoral de Robert Bourassa ». Ça avait causé tout un émoi au sein du caucus libéral, au point que le premier ministre avait dû jurer à ses députés que c'était hors de question.

C'est assez curieux qu'on ait pu croire, à ce moment-là, que M. Bourassa songeait à des élections, alors que les sondages étaient unanimes à prédire une victoire écrasante du PQ. S'il y a un politicien au monde qui déteste prendre des risques, à plus forte raison courir au suicide, c'est bien lui.

Cette fois-ci, c'est le contraire qui se produit.



Michel DAVID

À l'exception de la firme Léger et Léger, pratiquement toutes les maisons de sondages ont enregistré un resserrement dans les intentions de vote au cours des derniers mois, mais les députés libéraux ne croient pas du tout à la possibilité d'élections.

J'en ai appelé quelques-uns, hier, et ils m'ont tous assuré qu'ils n'avaient jamais entendu parler de ça, ni au caucus, ni à l'occasion de rencontres informelles. Et personne ne veut en entendre parler.

« On n'a pas intérêt à faire une élection. Avec un référendum, même si on le perd, on reste au pouvoir et on a une chance de se reprendre. Tandis qu'une élection, c'est vraiment décisif. Je ne vois pas pourquoi M. Bourassa ferait ça. La dernière fois (1976), ils (ses députés) ont failli le tuer. S'il veut commencer à être contesté, c'est la chose à faire », a confié un député.

« Même si c'était une élection référendaire, les gens évalueraient également le comportement du gouvernement dans le domaine économique. La constitution, la récession, les gens mêleraient tout ça », craint un de ses collègues.

Il doute d'ailleurs que le gouvernement puisse se soustraire à l'obligation que lui impose la 150: « C'est toute sa crédibilité qui est en jeu. Que ce soit sur les offres ou sur la souveraineté, il faut qu'il y ait un référendum. On ne peut pas convertir ça en élection générale ».

Le message que M. Bourassa a transmis à ses députés est apparemment très clair. Avant

de penser à des élections, il faut attendre que la reprise économique se manifeste et, surtout, laisser passer les élections fédérales.

« À l'interne, tout le monde se dit qu'il est impossible d'aller en élection avant le fédéral. Je ne sais pas ce que les grands stratèges pensent de l'autre bord (comprendre au bureau du premier ministre), ils ne nous parlent jamais. Mais si Bourassa décidait d'aller en élections, ça brasserait en h... au caucus », soutient un autre député.

Le PQ fait la même analyse: « Le premier gouvernement qui va aller au bat, quel qu'il soit, va en manger toute une ». Avec un taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement libéral stagnant sous la barre des 30% depuis un an, on ne croit pas à la possibilité d'élections à l'automne et on n'a pas relevé le moindre indice en ce sens.

Le scénario envisagé est plutôt celui d'un référendum sur les offres à l'automne, suivi d'élections au printemps 1993, surtout si la reprise économique commence alors à produire ses effets.

Si les négociations constitutionnelles échouaient et qu'Ottawa devait prendre l'initiative de soumettre ses propres offres à la population, sans qu'elles aient été préalablement approuvées par les provinces, M. Bourassa pourrait toutefois se trouver devant un dilemme.

Pour faire accepter les offres aux Québécois, doit-il lier son sort à celui de son ami Brian, au risque de couler avec lui? Pourquoi ne pas le laisser canaliser tout seul le mécontentement populaire?

Un référendum pancanadien, suivi ou remplacé par une élection fédérale, lui fournirait un excellent prétexte pour retarder ou annuler son propre référendum. Et une fois les électeurs défilés, il pourrait passer aux choses sérieuses.

Votre Opinion

Vivre sa maladie

(Réaction au témoignage de M. Jean-Paul Rouleau paru dans LE SOLEIL du 19 avril)

J'aimerais attirer l'attention de la population québécoise sur l'exercice de la pratique de la médecine et de la pratique chirurgicale. La profession médicale, jadis une vocation, était désignée comme un second sacerdoce. Mais aujourd'hui, le serment d'Hippocrate est ignoré de notre jeune génération de médecins. Vrai ou faux?

La Corporation des médecins de la province de Québec n'a plus de colonne vertébrale, alors comment innover les centres cérébraux de nos supposés scientifiques? « Avortement sur demande ça paie », techniques de fécondation in vitro « vérifiées chez les animaux », cela enrichit une population en période de dénatalité!

L'insuffisance coronarienne se traite par des médicaments bien appropriés. La personne qui en souffre demande une surveillance assidue, soit à son domicile par son médecin de famille (celui-ci est maintenant disparu de la circulation), soit à l'hôpital lors des fortes crises d'angine. Elle pourrait être traitée à do-

micile si les facultés de médecine préparaient leurs étudiants à la pratique soignée à domicile. Mais non, c'est trop engageant! Les pontages coronariens pratiqués par les chirurgiens cardiothoraciques ne guérissent pas le malade, car dans les jours qui suivent ce patient peut très bien être atteint à nouveau par un autre infarctus, etc.

Les êtres humains actuellement sont traités par « spécialités »: cardiologie, neurologie, gastro-entérologie, néphrologie, etc. Qu'il existe des consultants dans chacune des spécialités, ça va. Mais, malheureusement, les patients ne sont pas toujours soignés en considération de l'être humain dans sa globalité, une personne de la tête aux pieds. Voilà! M. Rouleau, les angineux, les cardiaques sont des malades qui doivent, comme les cancéreux, vivre leur maladie. Il y a aussi une phase terminale à toutes les maladies dont l'être humain peut être atteint, ce qu'on semble aujourd'hui ignorer en « cardio ».

La médecine ne soigne plus, elle intervient, elle expérimente. Dieu seul donne la vie à l'homme et lui seul doit la retirer. Pas les interventionnistes à outrance, car

l'euthanasie active est déjà installée à Québec.

Pierrette Beaulé-Cantin
Sillery

Pas d'autos

(Lettre à la Commission des champs de bataille nationaux, Québec)

Nous avons la chance d'avoir à Québec le parc des Champs de bataille qui est localisé près du centre-ville sur un site exceptionnel. Permettez-moi, en tant qu'utilisateur régulier, de vous suggérer l'interdiction complète de la circulation automobile.

Je ne peux que constater le retard que vous avez par rapport aux grandes villes d'Europe et d'Amérique du Nord. Vous protégez mal le site de l'envahissement des automobiles. Pour améliorer la qualité de vie des gens du centre-ville, vous devriez avoir une attitude plus conforme au respect de la nature. Les automobiles ont accès à des milliers de kilomètres de route à Québec. Pourquoi les cyclistes, marcheurs, carrosses, coureurs à pied, etc., n'auraient-ils pas un lieu où circuler en toute sécurité?

Il commence à être temps, à l'heure où l'on discute d'écologie

et de survie de la planète, qu'il y ait une utilisation plus saine de ce site. Ce lieu est tellement beau, j'aimerais me promener avec mes enfants sans respirer le gaz carbonique des automobiles et sans entendre le bruit ahurissant de leurs discos mobiles. Le contact avec la nature est un besoin important de l'être humain. Il faut chasser les automobiles du parc des Champs de bataille. S'il vous plaît, faites vite!

Bernard Guay
Québec

Pain-beurre

Depuis plusieurs mois les discussions entre les tenants et les opposants du projet hydro-électrique de l'Ashuapmushuan, un peu à l'image de la crise constitutionnelle canadienne, font partie du menu quotidien. Quelle est la préoccupation majeure de chacun d'entre nous à ce titre? Le pain et le beurre.

À partir de ce constat, la décision d'harnacher ou pas cette rivière est vite résolue. Et de là, plusieurs questions doivent être posées aux citoyens du Lac-Saint-Jean. Combien de repas de ouananiches, en moyenne, chaque Jeannois consomme-t-il par

année? Combien de sportifs pratiquent la pêche de ce majestueux poisson?

Sans enlever toute l'importance à la ouananiche, vous conviendrez avec moi que la protection de cette espèce est certes très souhaitable. Cependant, la création d'emplois et l'injection de plusieurs millions de dollars dans la région par Hydro-Québec est au moins un scénario qui convient à la plus que très grande majorité de la population. À choisir entre manger un ou deux repas de ouananiches par an ou créer un certain nombre d'emplois directs ou indirects, je préfère choisir le pain et le beurre et manger deux repas de viande de plus en remplacement de la ouananiche dans mon assiette.

Hydro-Québec nous dit que des mesures sérieuses et scientifiques seront prises pour atténuer les effets négatifs de ce projet hydro-électrique. Si nous acceptons aujourd'hui que les compagnies forestières dévastent nos étendues de forêt, c'est parce que ces compagnies ont maintenu à cœur de faire de la plantation de façon massive. À l'exemple des forestiers, laissons donc à Hydro-Québec la possibilité de réaliser ce projet et chacun d'en-

tre nous y retrouvera sûrement son compte.

Claude Bélanger
La Doré

Respectons la vie

Les hommes sont dans l'effroi. Ils sont en peine et ont peur de demain.

La planète leur fait défaut: couche d'ozone, rayons ultraviolet, décadence de l'écologie, problèmes environnementaux, conflits d'idées et de travail, récession économique, et j'en passe.

La cause est simple: c'est la nature qui prend sa revanche au nom des milliards de foetus qui ont été avortés depuis tant de décennies. Ces foetus qui possédaient la vie de Dieu en eux ont été privés de leur droit de naître et de vivre comme vous et moi.

Dieu a entendu leurs cris de détresse et leurs pleurs et nous en subissons les conséquences catastrophiques par la nature qui en est débalancée. L'on se punit soi-même.

Le proverbe dit que l'on récolte ce que l'on sème. Respectons la vie et la vie nous respectera.

Jean-Guy Descombes
Saint-Georges de Beauve

LES IDÉES DU JOUR

Les activistes au carnaval de l'écologie de Rio

par Jean-Luc MIGUÉ

M. Migué est professeur à l'École nationale d'administration publique.

L'élite du Tiers-Monde et la multitude d'activistes écolâtres sont descendus sur Rio pour tenter d'extirper quelque 140 milliards \$ aux contribuables de l'Ouest, pour présider à la multiplication de bureaucraties de l'environnement à travers le monde et faire tomber une pluie de réglementations et de taxes sur les producteurs de richesse de la planète. Quelles réflexions doit inspirer ce carnaval d'été aux esprits libres qui veulent au milieu de tout ce tapage prendre un peu de recul analytique ?

Le capitalisme, bouc émissaire

Depuis que l'environnement est devenu sujet à la mode, c'est le prétexte des « défaillances du marché capitaliste », qui inspire les leaders sociaux dans l'analyse du problème et le choix des politiques. Après le keynésianisme, c'est une autre construction d'économistes qui sert de rationalisation à l'étatisme et à l'anticroissance de l'establishment intellectuel et bureaucratique des pays industrialisés.

En raison de l'imperfection du marché, de son impuissance présumée à incorporer les dommages environnementaux au prix des biens (pétrole, produits chimiques et agricoles, etc.), la consigne qui émane de la pensée reçue appelle à l'expansion illimitée de l'intervention d'État. Puisque les marchands sont défectueux, l'interventionnisme d'État s'impose. Le bon interventionnisme, cela va sans dire, non pas celui des administrations passées qui ont aussi péché contre les enseignements de la nouvelle religion.

Le vrai coupable

Par quelle magie la planification écologique centrale se révèle-t-elle fructueuse alors que la planification économique centrale a mené au désastre à l'Ouest comme à l'Est ? Par quel miracle les politiques contre-indiquées du passé, qui ont suscité la dégradation de l'environnement, se métamorphosent-elles en panacée ? La pensée conventionnelle, parce

que conventionnelle, n'éprouve pas le besoin de l'établir.

Car c'est bien la politisation de l'environnement qui nous a menés où nous sommes : octroi scandaleux de subventions aux groupes d'intérêt d'industries clés, de l'agriculture, de la forêt et de l'énergie ; nationalisation de l'industrie de la disposition des déchets ; priorité sans fondement accordée au recyclage sur l'enfouissement et l'incinération ; et surtout suppression systématique des droits de propriété sur les cours d'eau, sur l'air et sur le sol, recette infailible pour la destruction des ressources environnementales.

Vive la propriété

Or la propriété individuelle plutôt que la gratuité associée à la collectivisation établit le seul lien soutenable entre considérations économiques et valeurs écologiques. La gestion optimale de l'environnement repose sur son intégration au régime de marchés. La propriété mène à la bonne intention, la gratuité par la collectivisation, au gaspillage : encombrement des rues urbaines et des routes par la gratuité, épuisement des espèces de poissons (pêche commerciale et récréative) par la propriété commune, menace permanente à la survie de l'éléphant d'Afrique centrale, objet de propriété collective, plutôt que d'exploitation judicieuse comme le font les tribus locales propriétaires du Zimbabwe ou du Botswana, dégradation progressive des cours d'eau et des lacs étagés chez nous, plutôt que sauvegarde des richesses marines par l'assignation de titres de propriété aux clubs de pêche comme en Angleterre, mortalités multipliées sur les routes d'Amérique du Nord (plus de 2000 victimes supplémentaires par année) en conséquence de l'imposition irréfléchie de standards de consommation d'essence, qui forcent les automobilistes à acheter des voitures plus petites et donc moins sécuritaires.

Les écologistes renonceraient à la pratique du positionnement stratégique pour s'employer à concevoir les solutions réalistes et productives. Par quel truchement tous ces acteurs distingueront-ils leurs intérêts dans ce monde désincarné ? N'est-il pas plus lucide de reconnaître que bureaucrates, politiciens, alarmistes et médias n'entendent leur pouvoir que par l'identification ou mieux l'invention de crises ?

Le bon gouvernement

Face au spectacle interminable de politiques perverses, les écologistes les moins fanatiques se relient sur la position angélique du



Greenpeace est partout. On voit ici des militants du mouvement manifestant, il y a quelques années, leur opposition au projet de construire en Argentine une usine pour éliminer des déchets toxiques des États-Unis et d'Europe.

bon gouvernement et du civisme. Le bon gouvernement restaurera la vérité des prix par l'inclusion des coûts environnementaux (il est récemment devenu politiquement correct de parler de la panacée pollueur-payeur). Il éliminera les subventions perverses. Pour minimiser les coûts d'incertitude qu'il suscite un peu partout, il instituera un régime réglementaire stable pour ne pas rétrécir indéfiniment l'horizon des décideurs privés.

Les écologistes renonceraient à la pratique du positionnement stratégique pour s'employer à concevoir les solutions réalistes et productives. Par quel truchement tous ces acteurs distingueront-ils leurs intérêts dans ce monde désincarné ? N'est-il pas plus lucide de reconnaître que bureaucrates, politiciens, alarmistes et médias n'entendent leur pouvoir que par l'identification ou mieux l'invention de crises ?

La résorption des problèmes écologiques par la privatisation supprimerait leur raison d'être. Donc ce mécanisme n'entre même pas dans le schéma d'interprétation et d'options des débatteurs en présence.

Tiers-mondisme et environnement

Voilà pourquoi la foire de Rio

ne saurait susciter grand espoir. Il est manifeste que son inspiration lui vient d'abord du principal souci de ceux qui s'instituent les gardiens de l'environnement, celui d'opérer un gigantesque transfert de richesses des contribuables occidentaux au profit des détenteurs du pouvoir et des privilégiés des régimes en place dans le Tiers-Monde.

Reconnaissons au départ que l'aide internationale, en général, est destinée aux gouvernements monopolisateurs, planificateurs et souvent despotiques des pays en question. Elle a servi à renforcer les monopoles publics et les privilèges du régime. Même avec les meilleures intentions, ces gouvernements, pas plus que ceux des pays industrialisés, ne sont aptes à canaliser les ressources vers leur usage le plus profitable aux populations pauvres et défavorisées.

Mais le plus grave est que leurs intentions, comme dans tous les cas de monopoles, ne sont rien moins que bonnes. Au contraire, l'assistance internationale canali-

sée par les monopoles publics nationaux ne fait que susciter ce que les économistes appellent la course aux rentes (rent-seeking). Elle contribue à divertir les populations des activités de production pour les amener à consacrer leur temps et leurs énergies à gagner les faveurs que le régime, grâce à son monopole, s'emploie à distribuer copieusement.

S'agissant spécifiquement de l'aide à l'environnement des pays pauvres, voyons de plus près ce que l'aide d'un Fonds Vert pourrait signifier à la lumière des observations précises d'une analyste de la question (Patricia Adams, Wall Street Journal, 3 juin 1992, A-14).

Le Fonds servirait entre autres à valider ex post la destruction de la forêt tropicale de Bornéo, victime de la concession de vastes superficies aux familles des politiciens locaux. Au nombre des « bienfaiteurs de l'environnement », on compte également l'administration chinoise, qui cherche à refiler à l'Ouest le fardeau des

10,7 milliards \$ qu'elle projette d'enfourer dans le harnachement du Yangtze contre tous les enseignements de la comptabilité économique.

Ce n'est en effet qu'en gonflant artificiellement les bénéfices et en camouflant les vrais coûts, dont en particulier la relocalisation forcée de 1,2 million de personnes, que l'ouvrage en vient à dégager un solde positif.

Un autre gouvernement aime à se proclamer gardien de l'environnement contre la malice du monde industriel. L'État indien n'a pas hésité pourtant à ruiner toute une communauté agricole du nord par la contamination consécutive à l'exploitation de 12 mines de charbon à ciel ouvert et de cinq usines d'électricité.

Grâce à l'aide de la Banque mondiale, le gouvernement brésilien a pu subventionner l'installation d'un million de colons en Amazonie, sur des terres impropres à la culture et converties depuis, de forêt luxuriante en un vaste désert de 15 000 milles carrés. C'est aussi la prodigalité des politiciens de l'Ouest qui a servi à la création du plus grand lac artificiel au monde, le lac Volta au Ghana.

Or voici que ces mêmes donateurs publics s'apprentent à gonfler leur prodigalité de 50 millions \$ de plus pour corriger les dommages de cet ouvrage factice, source d'infections, de maladies, d'érosion des côtes, de destruction de ports de mer et de ruine de plantations d'huile de palme.

Tous ces grands projets de sociétés partagent une caractéristique commune : ils reposent sur l'abolition de la propriété privée et du droit coutumier et ont servi aux pouvoirs en place à rationaliser la destruction de l'environnement. Les gouvernements planificateurs des pays donateurs sont, tout comme les gouvernements du monde industrialisé, de mauvais gestionnaires de l'environnement, de mauvais évaluateurs des institutions marchandes indispensables à l'avènement du bon équilibre entre économie et environnement.

TOUT POUR CAMPS D'ÉTÉ!

SACS À DOS

recommandés par les colonies de vacances

65 modèles à choisir

40⁹⁵ À 239^{\$}

SAC DE COUCHAGE

"L'ÉTAPE" 1

GRANDEUR: 28" x 78"

DOUBLURE: 2 lb EN DACRON, POLYESTER, HOLLOFIL, EXTERIEUR EN NYLON, FERMETURE À GLISSIÈRE MÉTALLIQUE.

65^{\$}

Léger, compact, spécialement conçu pour les camps d'été

Recommandés par les colonies de vacances

<input type="checkbox"/> Vêtements	<input type="checkbox"/> Parkas réversibles de pluie
<input type="checkbox"/> Chemises de laine	<input type="checkbox"/> Ponchos réversibles
<input type="checkbox"/> Bas de laine	<input type="checkbox"/> Havresacs avec armature
<input type="checkbox"/> Gilets Polar	<input type="checkbox"/> Sacs à dos
<input type="checkbox"/> Bottes d'équitation anglaise	<input type="checkbox"/> Sacs d'épaules
<input type="checkbox"/> Bottes western	<input type="checkbox"/> Sacs marins
<input type="checkbox"/> Bottes Kodiak	<input type="checkbox"/> "Duffie bags"
<input type="checkbox"/> Bottes de caoutchouc	<input type="checkbox"/> Sacs à buanderie
<input type="checkbox"/> Bottes de montagne	<input type="checkbox"/> Sacs de couchage divers
<input type="checkbox"/> Chaussures diverses de marche	<input type="checkbox"/> Toiles de fond
<input type="checkbox"/> Espadrilles	<input type="checkbox"/> Couvertures de laine grise
<input type="checkbox"/> Habits de pluie	<input type="checkbox"/> Lits de camp
<input type="checkbox"/> Ustensiles	<input type="checkbox"/> Matelas mousse
<input type="checkbox"/> Couteau-fourchette-cuillère	<input type="checkbox"/> Lits safari
<input type="checkbox"/> Couteaux de chasse	<input type="checkbox"/> Matelas soufflés
<input type="checkbox"/> Couteaux de scout	<input type="checkbox"/> Tentes Prospecteur
<input type="checkbox"/> Couteaux de campeur	<input type="checkbox"/> Tentes légères nylon
<input type="checkbox"/> Hachettes	<input type="checkbox"/> Pup-tentes nylon
<input type="checkbox"/> Cannes à pêche, etc.	<input type="checkbox"/> Gilets de sauvetage
<input type="checkbox"/> Insectifuges divers	<input type="checkbox"/> Trousses de premiers soins
<input type="checkbox"/> 6-12-Muskol-Off-Watkins	<input type="checkbox"/> Valises de camp, acier
<input type="checkbox"/> Repalfly-Huile-crème-cire etc.	<input type="checkbox"/> Lampes de poche
	<input type="checkbox"/> Nourriture sèche
	<input type="checkbox"/> Gourdes
	<input type="checkbox"/> Cantines aluminium

Boussoles Silva ligne complète

GILETS de SAUVETAGE APPROUVÉS

100% NYLON ORANGE CHOIX DE 15 MODÈLES

25⁹⁵ À 62⁹⁵

SACS DE COUCHAGE

KANUK - CAYAK - JONES - LUGGER - WOODS - TREKK

45 MODÈLES DIFFÉRENTS À CHOISIR

34⁵⁰ À 559⁹⁵

637,

LATULIPPE

«Une COCHE au-dessus!»

rue Saint-Vallier Ouest
Québec
529-0024

STRUCTUBE

MEUBLES

49.00

Étagère en mélamine de qualité. Blanc ou noir. L. 27" P. 10" H. 68.5". 49 \$

128.00

Ensemble table et chaise "BISTRO". Table en marbre 24" de diam. avec piétement en fonte. Chaise en métal avec assise en simili cuir noir ou cannelée plastique blanc. 128 \$ l'ensemble

299.00

Canapé-lit "CARMEN" 56". Recouvrement tissu polyester et coton fleuri. Vert ou violet. 299 \$

Chic les meubles, **CHOC LES PRIX!**

QUÉBEC: 1295 boul. Charest ouest
(voisin de Boiteau lumineaire)
(418) 527-2177

MAINTENANT PLUS DE 20 MAGASINS

A M E U B L E M E N T S T A N G U A Y

FINALISTE
MERCURIADES
1992
Commerce
de détail

AUCUN COMPTANT, AUCUN PAIEMENT, AUCUN INTÉRÊT.**

**COMMENCEZ
À PAYER DANS**

1 LE 12 JUIN 1993
TAN

SUR TOUTE LA MARCHANDISE

DES PRIX EXCEPTIONNELS



LA-Z-REST
Fauteuil inclinable berçant

**SUPER
SPÉCIAL
TANGUAY**

299\$



DES PRIX SPÉCIAUX

sur tous nos
fauteuils

LA-Z-BOY

Fauteuil
inclinable
berçant
LA-Z-REST

329\$



17
pi cu

MCCLARY
CUISINIÈRE

- Four à nettoyage facile
- Éléments amovibles
- Porte de four en verre noir

539⁹⁵

RÉFRIGÉRATEUR
17 pi cu

- 2 clayettes réglables
- 2 compartiments à produits laitiers
- 2 balconnets dans la porte du réfrigérateur

699⁹⁵



LAVEUSE

- 2 programmes de lavage et rinçage
- 2 sélections de température

SÉCHEUSE

- Séchage minuté
- 2 sélections de température

699⁹⁵

GAGNEZ*

cette magnifique **GEO 92**



* La personne désignée au hasard sera jointe et devra répondre correctement à une question d'aptitude en mathématiques avant d'être déclarée gagnante.

Cartes de crédit acceptées. ** Sous réserve de l'approbation du Service du crédit, ne payez que les taxes de vente. L'intérêt sera porté à votre compte à partir du 12 juin 1993 sur le solde dû.

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province!

LÉVIS:

5720, boul. Étienne-Dallaire
(angle Kennedy)
833-4511

BEAUPORT:

535, boul. Ste-Anne
667-6282

LES SAULES:

Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ormière
871-4411

TROIS-RIVIÈRES:

2200, boul. des Récollets
(819) 373-1111

RIMOUSKI:

822, boul. Ste-Anne
(route 132)
POINTE-AU-PÈRE
725-4411

LIVRAISON ET SERVICE:

QUÉBEC: **872-2242**
TROIS-RIVIÈRES: **(819) 373-1111**
RIMOUSKI: **725-4411**